

ODOXA

L'Opinion tranchée

Baromètre santé 360

Regards des Français et des Européens sur l'hôpital
et la santé aujourd'hui et attentes pour l'avenir

LEVÉE D'EMBARGO IMMEDIATE

Sondage réalisé pour



SciencesPo
CHAIRE SANTÉ

LE FIGARO
santé



Méthodologie



Recueil

- Echantillon de Français interrogés par Internet du 26 avril au 2 mai 2018.
- Echantillon d'Européens interrogés par Internet du 7 au 15 mai 2018.
- Echantillon de médecins interrogés par Internet du 25 avril au 15 mai 2018.
- Echantillon de personnels hospitaliers interrogés par Internet du 23 avril au 14 mai 2018



Echantillon

Echantillon de 3 015 Français représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus
La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Echantillon de 6 995 européens (Français, Allemands, Anglais, Italiens et Espagnols) représentatif des populations de chacun des pays (sexe, âge, CSP, régions) et en fonction du poids démographique de chacun de ces 5 pays (ex : poids plus fort pour l'Allemagne)

Echantillon de 176 médecins hospitaliers

Echantillon de 1 458 personnels hospitaliers

Précisions sur les marges d'erreur

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur. Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée. La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

	Si le pourcentage observé est de ...					
Taille de l'Echantillon	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,5	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

Lecture du tableau : Dans un échantillon de 3 000 personnes, si le pourcentage observé est de 20%, la marge d'erreur est égale à 1,4%. Le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [18,6 ; 21,4].

12^{ème} vague de notre Baromètre santé 360

Contexte et objectifs de cette 12^{ème} vague du Baromètre santé 360

A l'occasion de la Paris Healthcare Week 2018, nous avons souhaité que la 12^{ème} vague de notre baromètre 360 sur la santé s'intéresse aux perceptions des acteurs sur l'hôpital en particulier et notre système de santé en général, aussi avons-nous consacré notre baromètre de mai 2018 au thème : « **Regards des Français et des Européens sur l'hôpital et la santé aujourd'hui et attentes pour l'avenir** ».

Pour ce faire, comme le sous-tend le nom et le principe philosophique même de notre baromètre à « 360 degrés », nous avons souhaité interroger **les populations concernées par le sujet** :

- L'ensemble des Français
- Les Européens (Français, Allemands, Britanniques, Espagnols et Italiens)
- Les personnels hospitaliers/médecins afin de recueillir leur opinion sur certaines dimensions

Ce rapport synthétise l'ensemble des résultats dont les enseignements-clés vous sont indiqués ci-après dans un abstract résumé : « principaux enseignements ».

La synthèse approfondie des résultats est, elle, détaillée à la fin de ce rapport (page 50).

Principaux enseignements - (1/5) -

I - L'hôpital et la santé : les acteurs de la santé bénéficient toujours d'une exceptionnelle image

1) Image globale des acteurs de santé : Les personnels de santé – surtout les infirmières – jouissent d'une excellente image, partout en Europe, et, plus particulièrement en France. 94% des Français ont ainsi une bonne opinion des infirmières, soit 10 point de plus que la moyenne européenne

2) Image détaillée des médecins et des infirmières, passés au crible de l'opinion : si on prête aux médecins quelques défauts, malgré leur très bonne image globale – on les juge « privilégiés » (52%), « conservateurs » (59%), « corporatistes » (63%) et pas assez « disponibles » - on ne les fait pas aux infirmières qui ne sont parées que de qualités. Masi surtout, globalement, les uns comme les autres sont perçus par plus des trois-quarts des Français comme des professionnels « compétents », « courageux » et « sympathiques ». Les Français semblent apprécier d'autant plus leurs professionnels de santé hospitaliers qu'ils estiment que ces professions sont à la fois « débordées » (88% et 89%), et (encore une fois, surtout pour les infirmières) « pas suffisamment reconnues » (60% et 82%).

3) Recommandation de la profession hospitalière : travailler à l'hôpital est dur, surtout en tant qu'infirmière ; les Français ne seraient donc guère enthousiastes (50/50) à l'idée de recommander cette profession à leurs enfants... les infirmières le seraient encore moins : 82% d'entre elles ne conseilleraient pas à leurs enfants de suivre leur vocation.

4) Perception quant à la rémunération des acteurs : les Français estiment par ailleurs très largement (plus de 8 sur 10 le pensent) que la rémunération des infirmières et des aides-soignantes – qu'ils connaissent assez bien (la plupart estiment de façon assez juste la rémunération des différents personnels de santé) – est largement insuffisante !

Principaux enseignements - (2/5) -

I - L'hôpital et la santé (suite) : les établissements de santé et des soins bénéficient eux-aussi d'une image exceptionnelle dans notre pays

1) Tout comme les acteurs de la santé, les établissements de santé sont, eux-aussi, toujours très appréciés :

8 Français sur 10 disent ainsi avoir une bonne opinion des établissements de santé privés (85%) comme des établissements de santé publics (77%) et 84% de Français jugent globalement « bonne » la qualité des soins en France. Sur tous ces points la France est, pour une fois, numéro 1 en Europe, loin devant les autres pays et notamment l'Allemagne.

2) Le match public-privé tourne à l'avantage du public : malgré un moindre confort perçu, si on leur demandait de choisir, les Français privilégieraient plus souvent le public (ou le CHU) ; pourtant, le privé le devance désormais légèrement en termes de perception de la qualité des soins... mais il est unanimement perçu comme étant « plus cher » pour les patients (93% vs 5% au public) et est moins universel

3) Mais en réalité ce match « public-privé » est artificiel ; car la nature de l'établissement n'est pas le critère fondamental de choix des patients... c'est bien la recommandation de leur médecin qui prime, et c'est en fonction d'elle qu'ils choisissent leur établissement

Principaux enseignements - (3/5) -

II – Préférences et souhaits sur l'avenir de l'hôpital : c'est simple, les Français demandent toujours plus d'argent pour un hôpital toujours plus équitable plutôt que plus performant

- 1) **Pour les Français, la justice et l'équité doivent l'emporter sur la performance (65% vs 34%)...** nous sommes les seuls en Europe à faire un tel choix
- 2) **Autre singularité « Gauloise »**, contrairement à leurs voisins, **les Français croient que leur pays investit peu dans la santé**, alors même que nous sommes objectivement l'un des pays qui dépense le plus en matière de santé publique.
- 3) **De toute façon les Français sont convaincus qu'il faut accorder plus de moyens à la santé**, quitte à devoir réduire les investissements publics dans d'autres domaines
- 4) **Plus de moyens et aussi plus de personnels !** Nos concitoyens sont convaincus que l'amélioration de la situation des hôpitaux passe prioritairement par une augmentation des effectifs, des moyens et des personnels
- 5) **Localisation et GHT : oui au regroupement !** Les Français privilégient des hôpitaux mieux dotés et regroupés plutôt que de petits hôpitaux présents partout sur le territoire, même s'ils ne sont pas convaincus que cette réorganisation améliorera la qualité des soins
- 6) **Enfin, Les Français demandent un changement dans la gouvernance** optant majoritairement pour des hôpitaux désormais dirigés par des médecins plutôt que par des technocrates formés à l'EHESS

Principaux enseignements - (4/5) -

III – Révolution des nouvelles technologies dans la santé : les Français sont prêts, et accueillent favorablement les développements de la e-santé tout comme le boom des données de santé

- 1) Les Français pensent que le développement de la e-santé va avoir un impact positif sur le parcours de soin du patient comme sur la rémunération du médecin
- 2) Les notions nouvelles de télémédecine, téléconsultation, télé-expertise, et télésurveillance médicale sont déjà bien connues et suscitent l'adhésion et l'appétence des Français
- 3) Pourtant, de nombreuses peurs existent aussi s'agissant de la télémédecine, mais le positif (facilitation de la vie de tous et notamment des patients) l'emporte et son développement semble de toute façon inéluctable aux Français
- 4) L'accès en ligne à ses données médicales, voulue, par la Ministre, est plébiscité par les Français (82%) qui se disent prêts à y accéder (75%) dès qu'ils en auront la possibilité
- 5) Si les Français craignent les risques de piratage (80%), ils ont confiance dans les institutions pour les protéger de ces risques (55%) et pensent que leurs données de santé sont bien protégées par les acteurs de santé

Principaux enseignements - (5/5) -

IV – Sur la tarification des soins aussi, les Français et les acteurs de la santé sont prêts à une révolution

- 1) Tarification des médecins :** les deux-tiers des médecins et près d'un Français sur deux seraient favorables à la fin de la tarification à l'acte et à l'introduction d'une forme de forfait
- 2) Réciproquement, les deux-tiers des Français sont POUR la suppression de la tarification à l'acte à l'hôpital,** qu'ils jugent « mauvaise » car générant une « dictature du chiffre »... les personnels hospitaliers ne leur donnent pas tort, les uns comme les autres appelant désormais à la mise en place d'une solution mixant forfait (MCO) et paiement à l'acte
- 3) Une majorité de Français comme de médecins seraient favorables à la rémunération de la téléconsultation/télé expertise,** estimant que cela en favorisera grandement le développement

Gaël Sliman, Président d'Odoxa

Retrouvez à la fin de ce rapport (page 50) la très longue synthèse détaillée de l'ensemble des résultats (19 pages sur 5 chapitres)

Chapitre 1

L'hôpital d'aujourd'hui :
image des personnels et établissements de santé

Chapitre 1

a) L'image des personnels de santé

Les personnels de santé – surtout les infirmières – jouissent d’une excellente image, partout en Europe, et, plus particulièrement en France

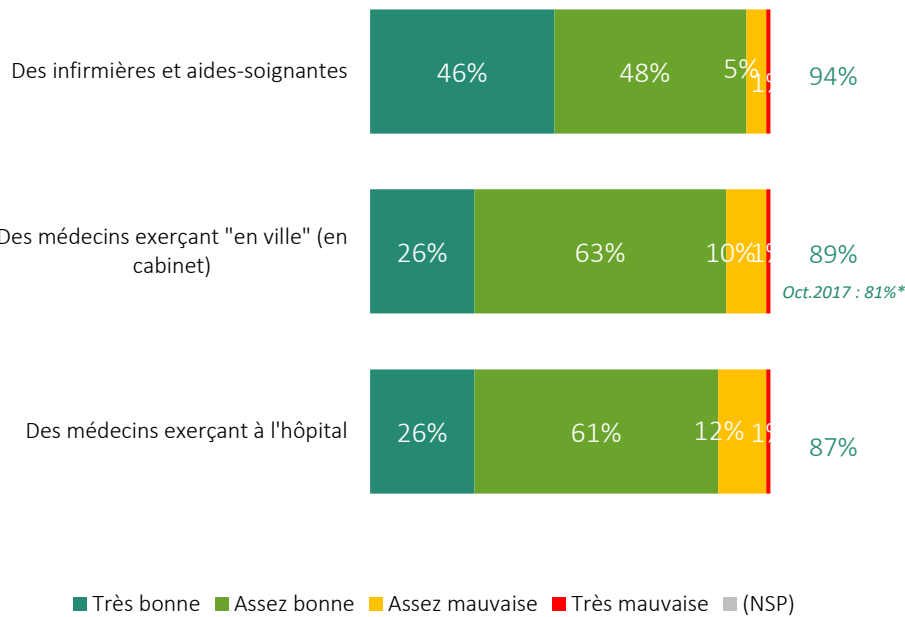


S’agissant des acteurs du système de santé dans votre pays, personnellement avez-vous une bonne ou une mauvaise image....



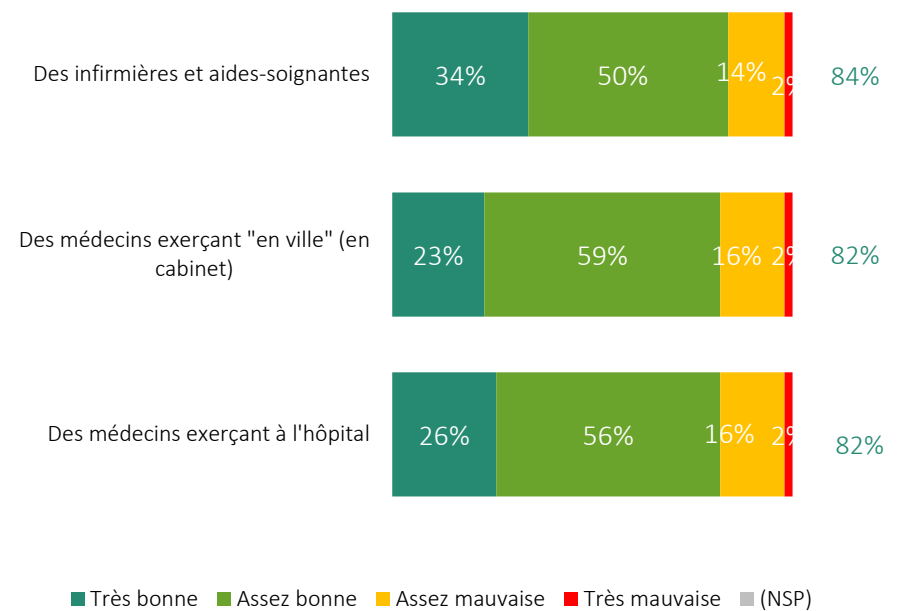
Français

ST Bonne



Européens

ST Bonne



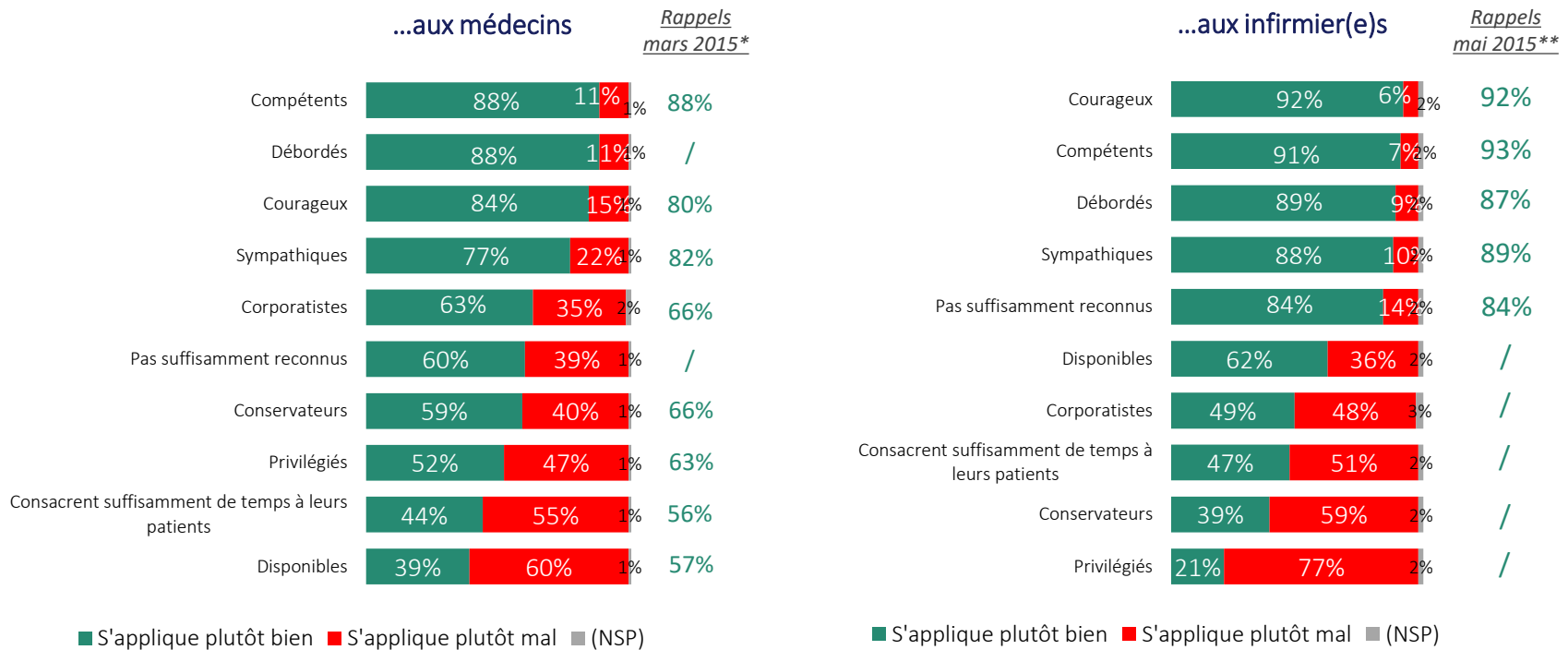
*item « des médecins généralistes de ville » testé dans le baromètre santé 360 Odoxa d’octobre 2017

Image détaillée des médecins et infirmier(e)s : si on prête aux médecins quelques défauts (malgré leur très bonne image globale), on ne pare que de qualités les infirmières



Pour chacun des qualificatifs suivants dites-moi si vous estimez qu'ils s'appliquent plutôt bien ou plutôt mal ...

Français



*Sondage crible Odoxa pour Le Parisien publié en mars 2015 **Sondage Odoxa-MNH pour le Parisien publié en mai 2015

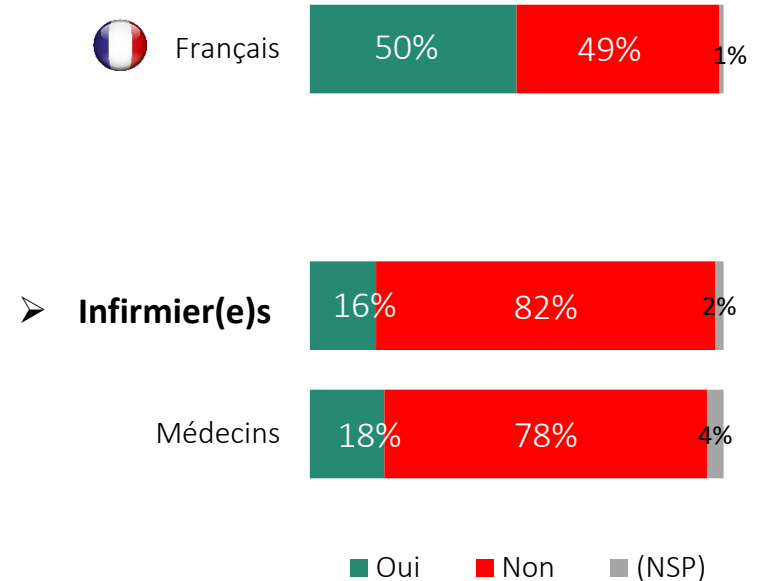
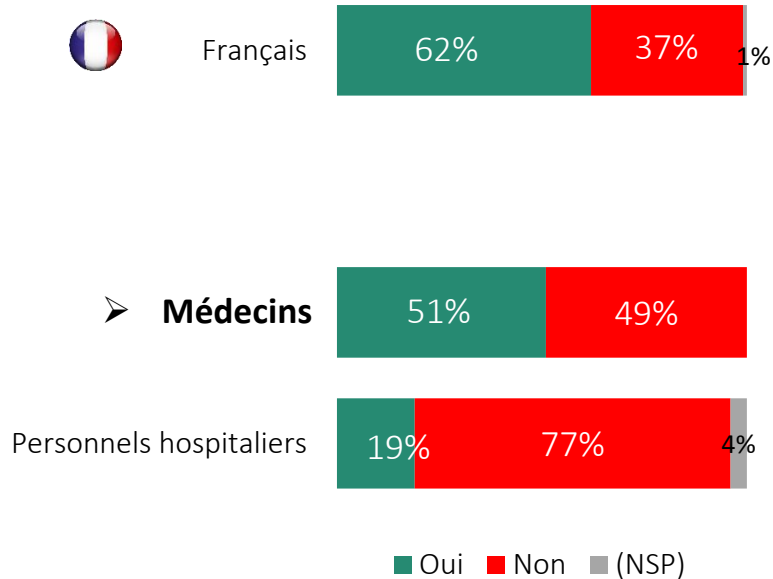
Les Français, et surtout les acteurs eux-mêmes ne conseilleraient pas à leur enfant de travailler à l'hôpital comme infirmier(e)



Souhaiteriez-vous ou auriez-vous pu souhaiter que votre fils ou votre fille travaille à l'hôpital ...

...en tant que médecin ?

...en tant qu'infirmier(e) ?



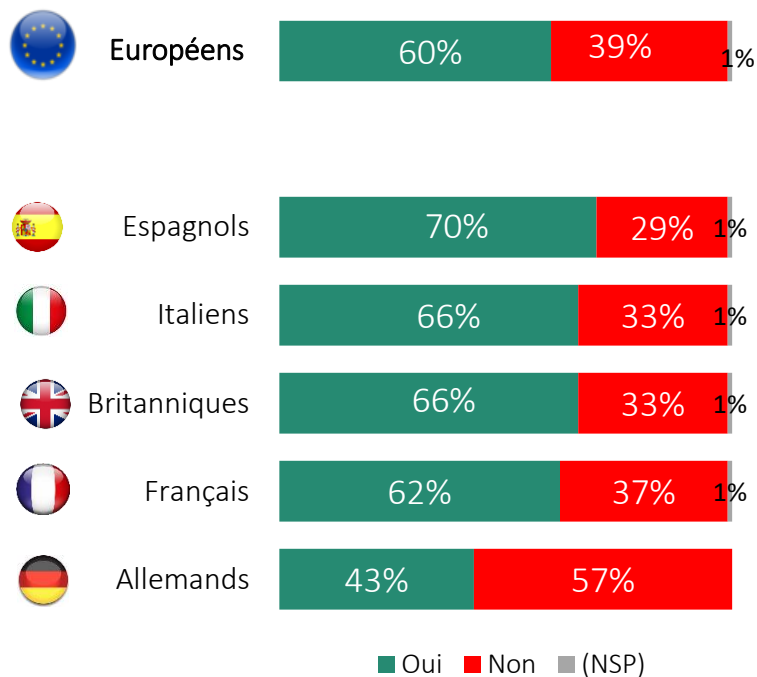
Conseiller son enfant de travailler à l'hôpital comme médecin ou infirmier(e)

Détail des européens

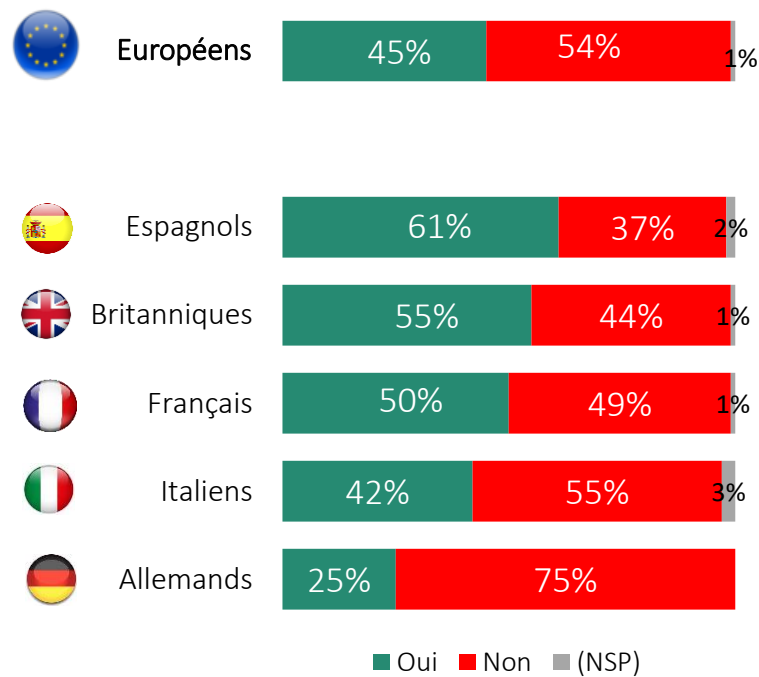


Souhaiteriez-vous ou auriez-vous pu souhaiter que votre fils ou votre fille travaille à l'hôpital ...

...en tant que médecin ?



...en tant qu'infirmier(e) ?



■ Oui ■ Non ■ (NSP)

■ Oui ■ Non ■ (NSP)

Il faut dire que les Français pensent que la rémunération des infirmières et des aides-soignantes – qu'ils connaissent assez bien – est largement insuffisante

Combien pensez-vous que gagne par mois en euros net chacune des professions suivantes intervenant dans le domaine de la santé :

 Français

Un médecin généraliste

Salaire estimé : 5 045 €
Salaire réel moyen net : 6 835 €

Un médecin spécialiste

Salaire estimé : 10 482 €
Salaire réel moyen net : 11 120€

Une infirmière

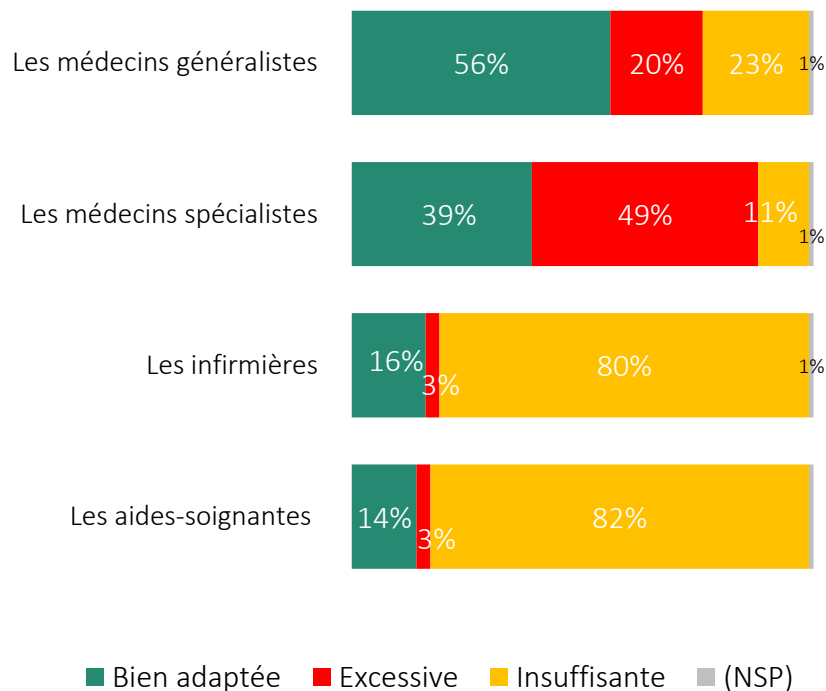
Salaire estimé : 2 006 €
Salaire réel moyen net : 1 820€

Une aide-soignante

Salaire estimé : 1 592 €
Salaire moyen net : 1 320€

Pour chacune de ces mêmes professions, estimez-vous que leur rémunération est excessive, insuffisante, bien adaptée ?

 Français



Chapitre 1

b) L'image des établissements de santé

Les établissements de santé tout comme la qualité des soins sont plébiscités en France

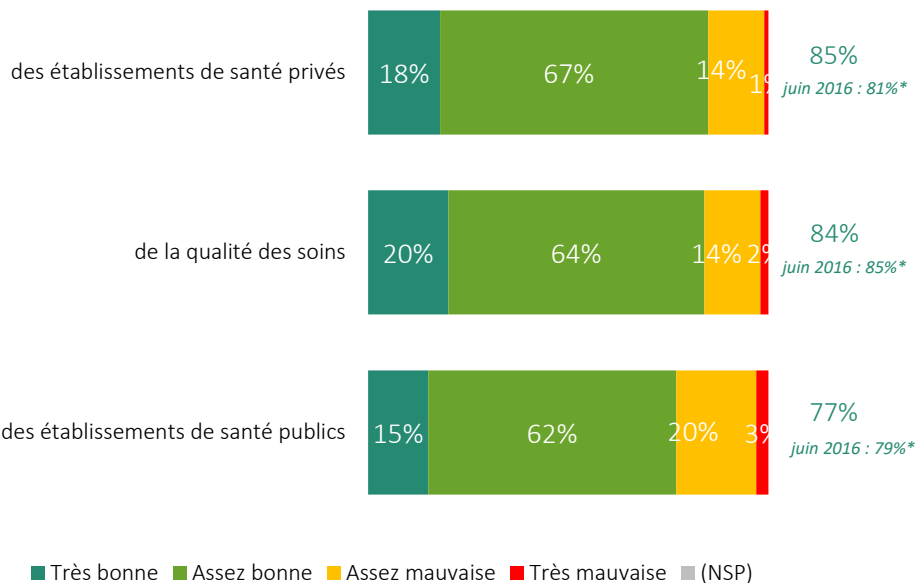


S'agissant des acteurs du système de santé dans votre pays, personnellement avez-vous une bonne ou une mauvaise image....



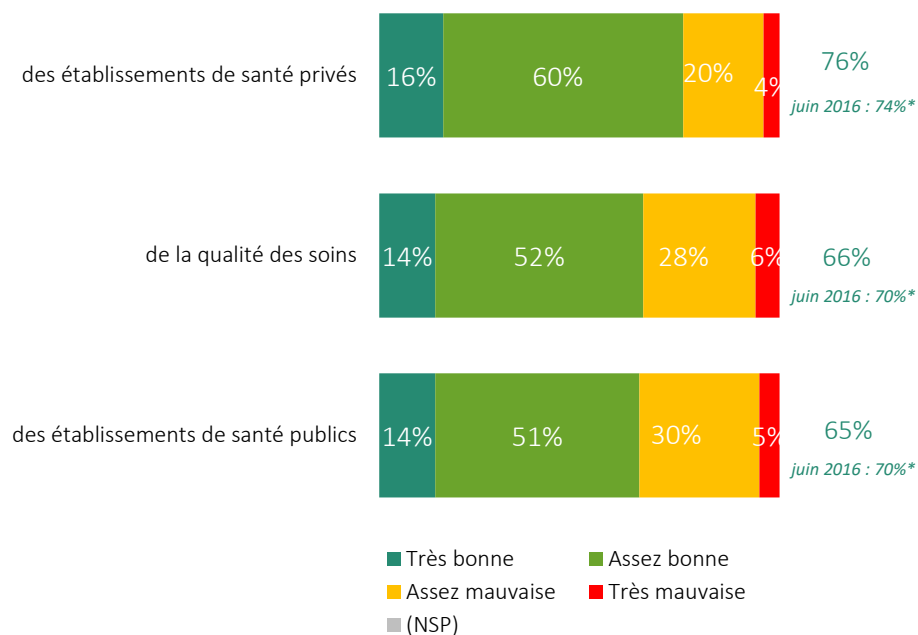
Français

ST Bonne



Européens

ST Bonne



*Baromètre santé 360 Odoxa de juin 2016

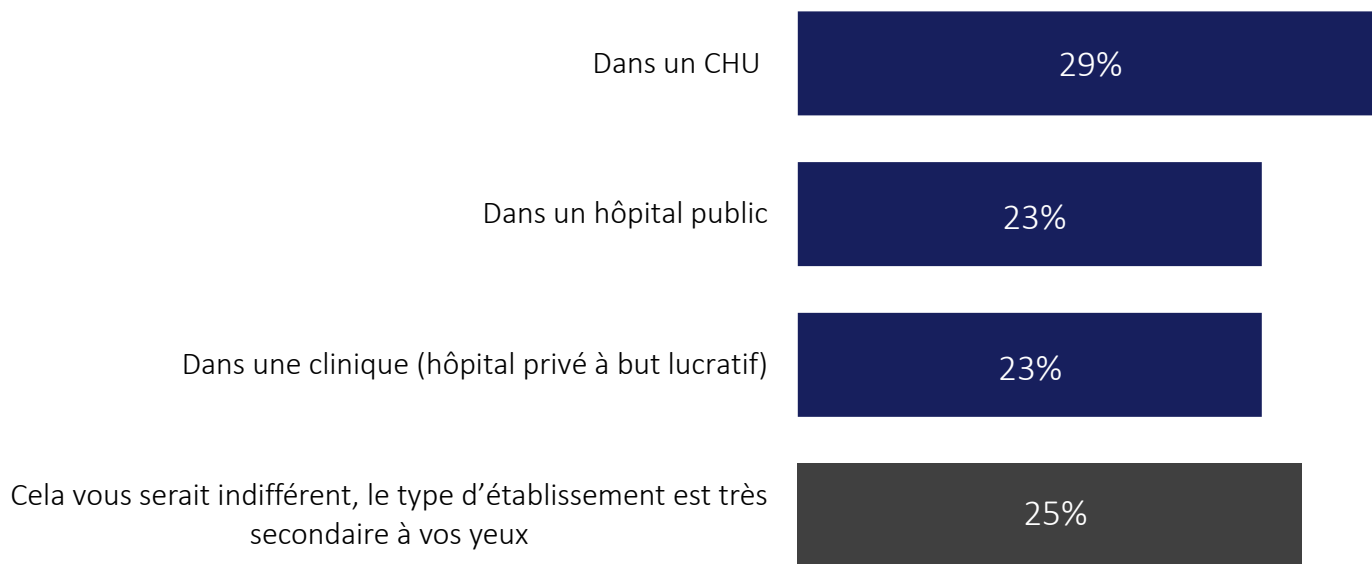
Si les Français avaient à choisir entre public et privé pour leurs soins, ils privilégieraient le public



Dans quel type d'établissement de santé iriez-vous de préférence entre un hôpital public, un CHU et une clinique ?



Français



Pourtant, l'image comparée de l'hôpital public et de l'hôpital privé ne tourne pas systématiquement à l'avantage du public, mais il est perçu comme moins cher et destiné à tous

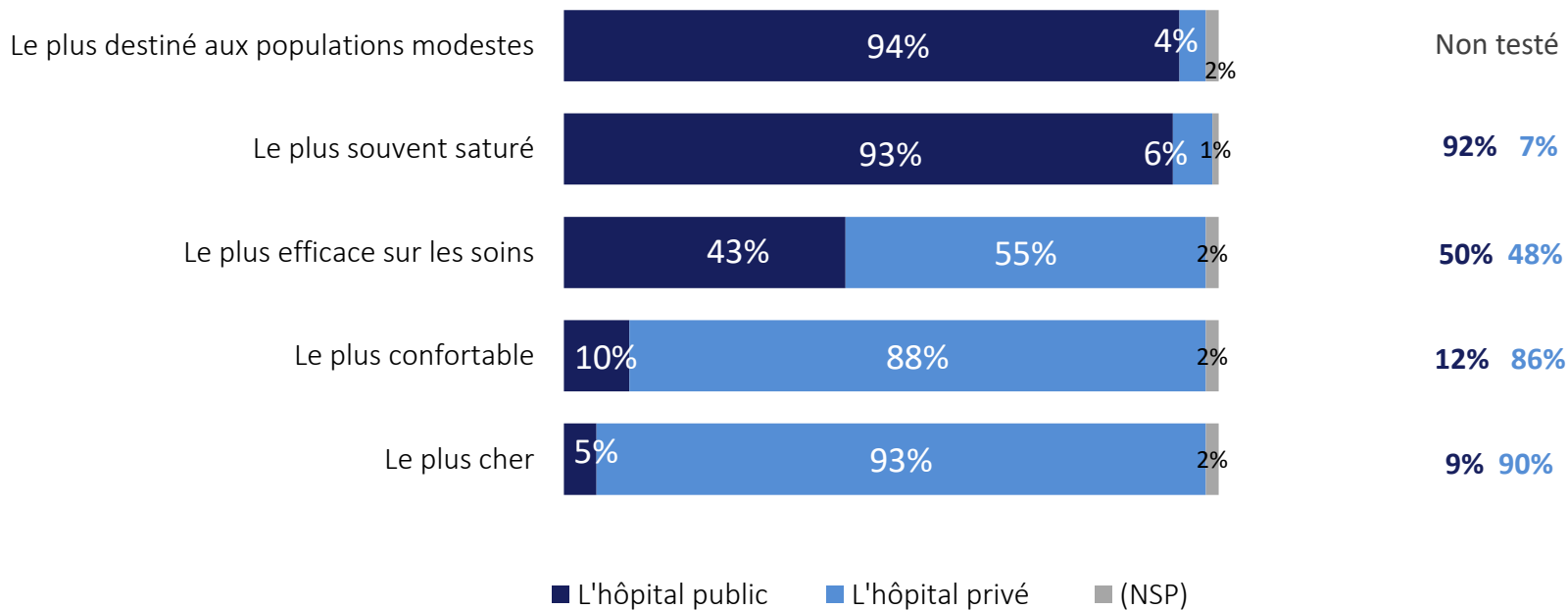


Entre l'hôpital public (dont les CHU) et l'hôpital privé à but lucratif (les cliniques) lequel est-il selon vous :



Français

Rappels juin 2016*

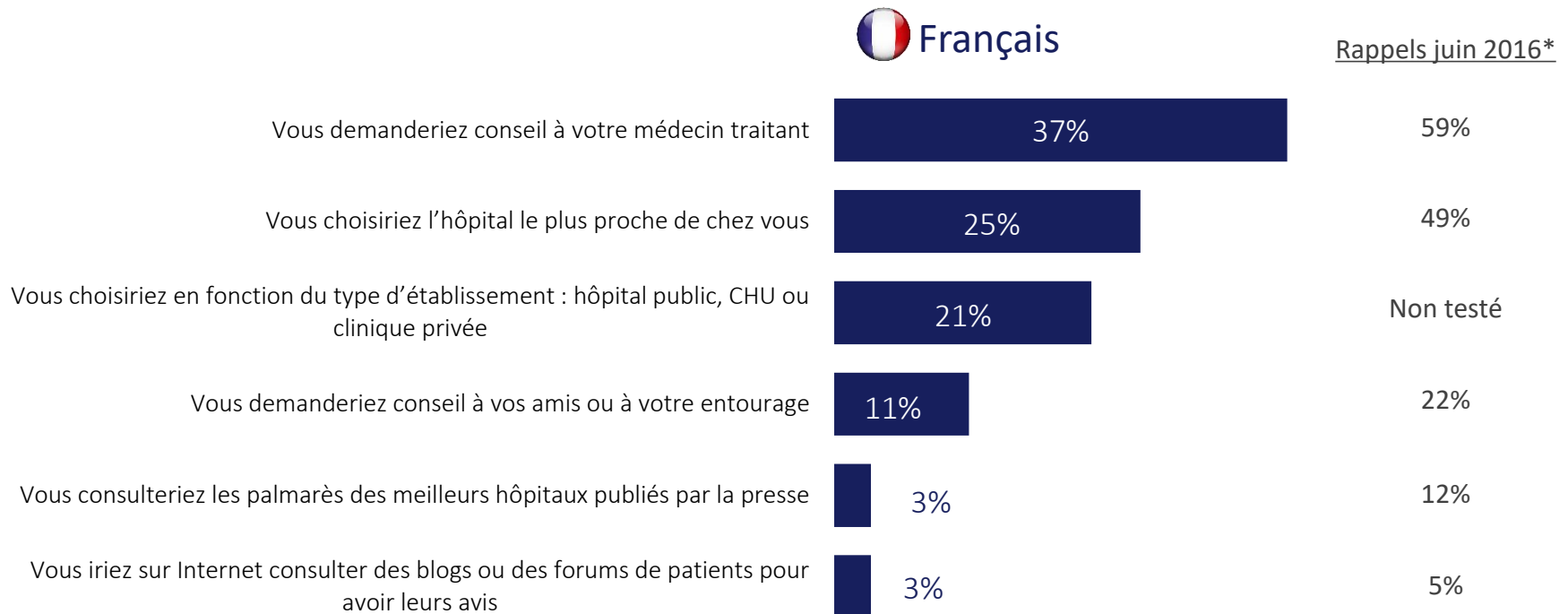


*Baromètre santé 360 Odoxa de juin 2016

En réalité, le choix public-privé est un peu artificiel: pour choisir un hôpital ce n'est pas le type d'établissement qui l'emporte, mais bien la « reco » de son médecin



Si vous deviez vous rendre dans un hôpital pour y être soigné, que feriez-vous pour choisir cet hôpital ?



*Baromètre santé 360 Odoxa de juin 2016, l'interviewé pouvait donner 2 réponses

Chapitre 2

Préférences et souhaits pour l'avenir de l'hôpital

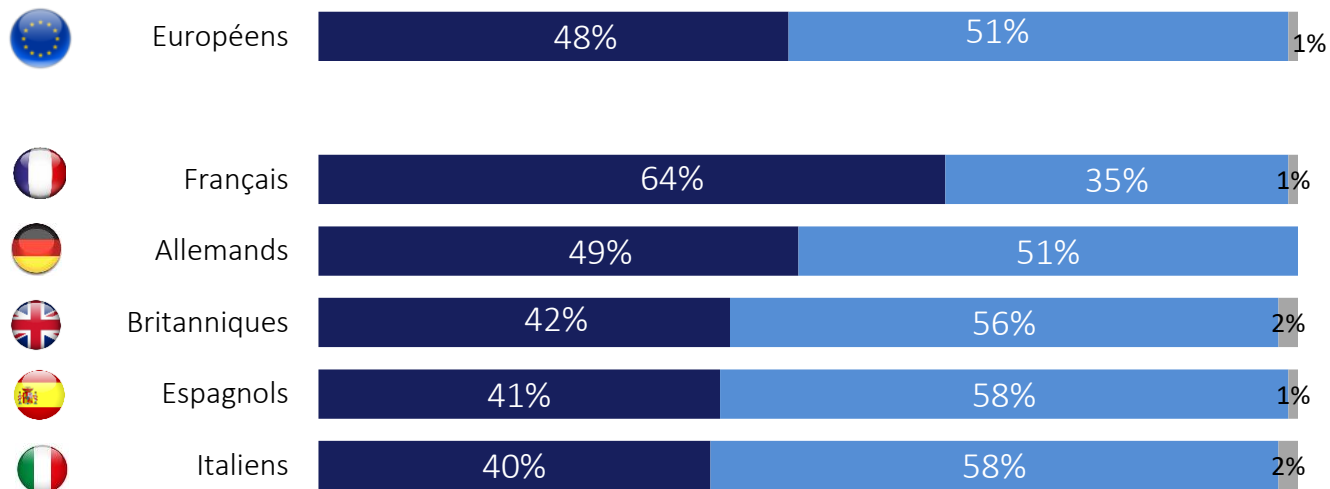
Chapitre 2

a) Garantir des soins équitables pour tous
en donnant plus de moyens aux hôpitaux

Pour les Français, la justice et l'équité doivent l'emporter sur la performance ... nous sommes les seuls en Europe à faire un tel choix



Lequel de ces deux objectifs privilégieriez-vous pour l'hôpital à l'avenir ?



- Des soins hospitaliers toujours plus équitables afin de garantir que tous les Français soient aussi bien soignés quels que soient leurs revenus ou la région qu'ils habitent
- Des soins hospitaliers toujours plus performants afin de favoriser les meilleures innovations médicales même si cela entraînerait plus de diversité entre les hôpitaux

Contrairement à leurs voisins, les Français croient que leur pays investit peu dans la santé



Avez-vous le sentiment que les investissements publics de votre pays en matière de santé sont ...

 Français

ST Pas importants :
53%

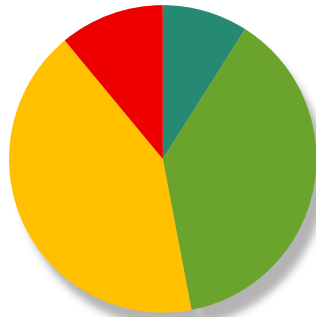
ST Importants :
47%

Pas importants du tout
11%

Très importants
9%

Peu importants
42%

Assez importants
38%



 Européens

ST Pas importants :
27%

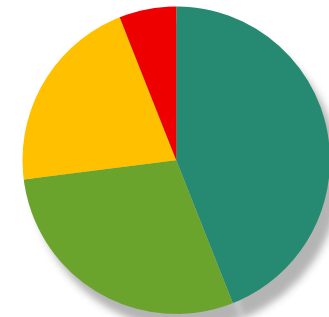
ST Importants :
73%

Pas importants du tout
6%

Peu importants
21%

Assez importants
29%

Très importants
44%

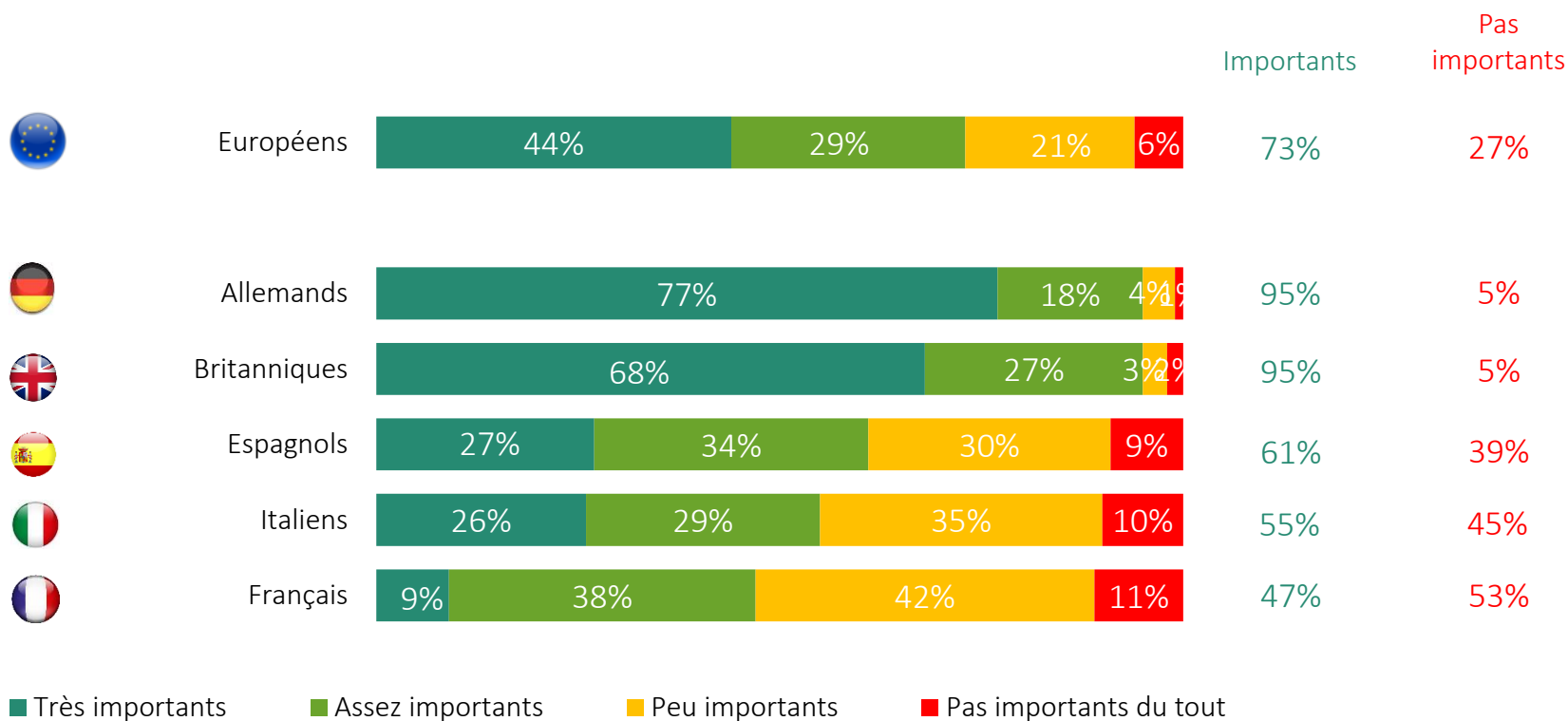


Les investissements publics en santé dans son pays

Détail des Européens



Avez-vous le sentiment que les investissements publics de votre pays en matière de santé sont ...



Les Français, comme les Européens, sont convaincus qu'il faut accorder plus de moyens à la santé, quitte à devoir réduire les investissements publics dans d'autres domaines

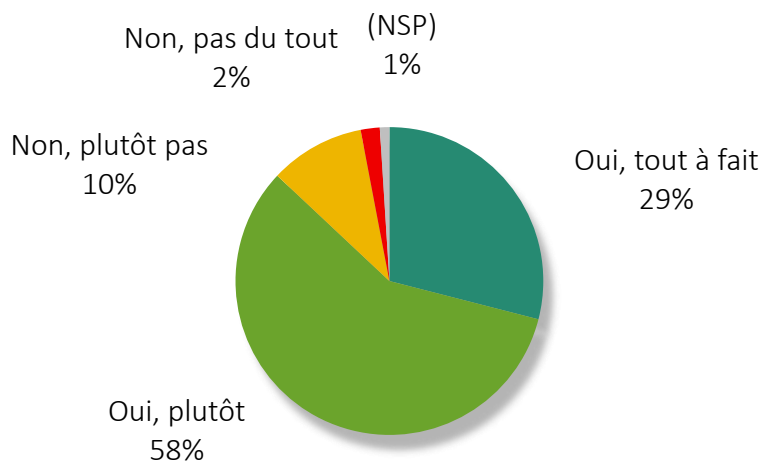


Pensez-vous qu'il faudrait accorder plus de moyens à la santé dans votre pays, quitte à devoir réduire les investissements publics concernant d'autres domaines ?

 Français

ST NON : 12%

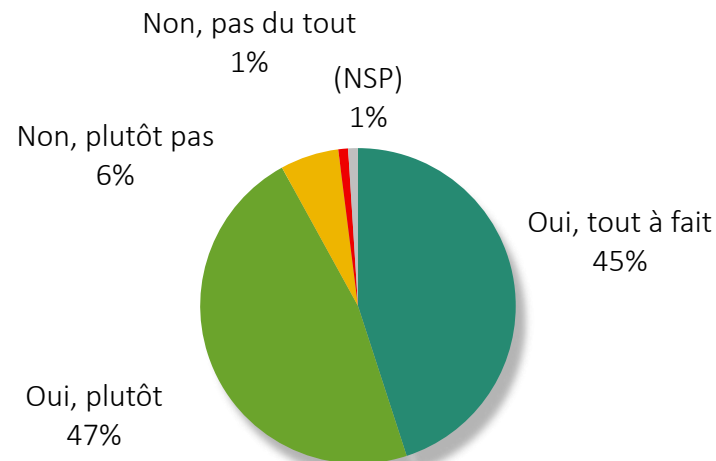
ST OUI : 87%



 Européens

ST NON : 7%

ST OUI : 92%



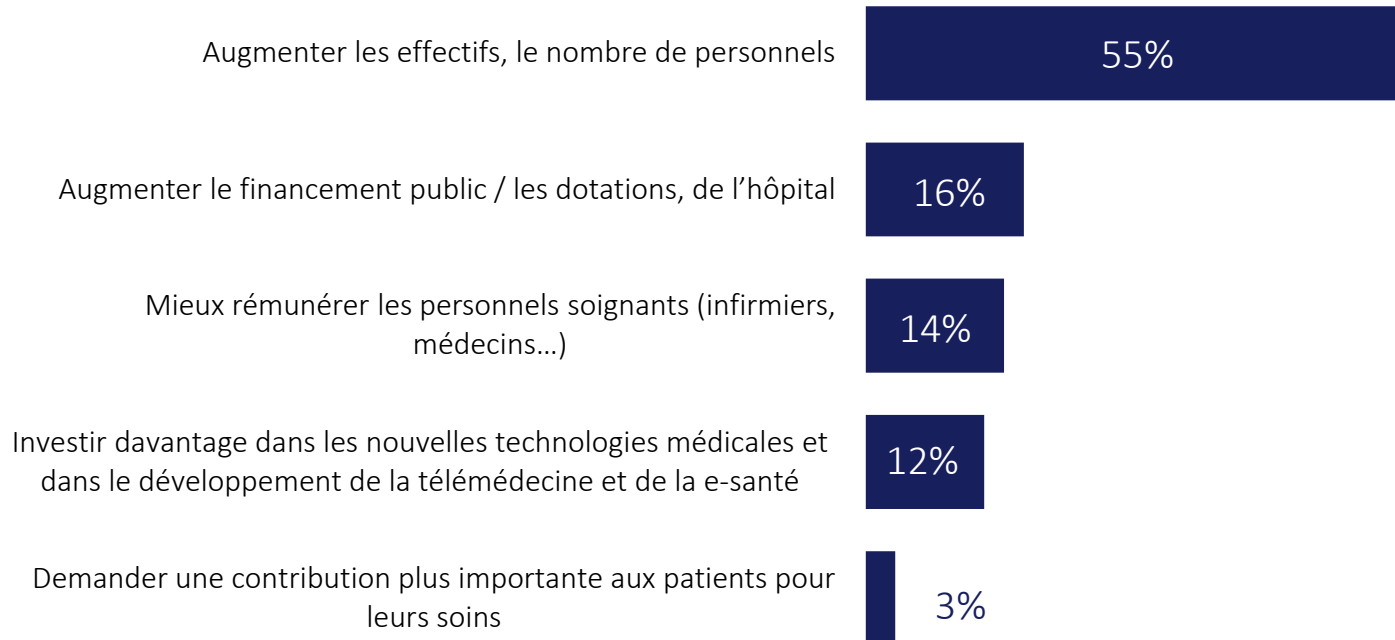
Pour nos concitoyens, l'amélioration de la situation des hôpitaux passe prioritairement par une augmentation des effectifs, des moyens et des personnels



Parmi les solutions suivantes visant à améliorer la situation des hôpitaux laquelle privilégieriez-vous :



Français



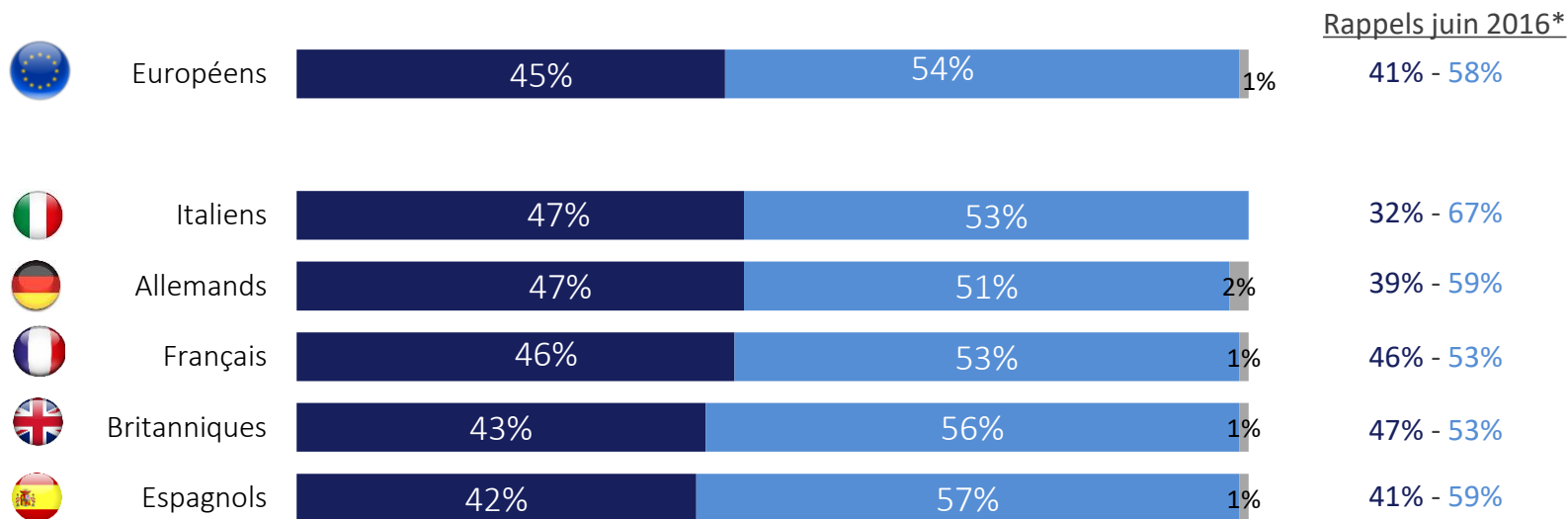
Chapitre 2

b) Les Groupements Hospitaliers de Territoire et la gestion des hôpitaux

Préférence quant au choix de l'hôpital : partout en Europe on préfère un grand hôpital mieux équipé mais plus loin de chez soi à un des petits hôpitaux proches de chez soi mais ayant moins de spécialités



Vous-même, préférez-vous avoir accès à ...



- Plusieurs petits hôpitaux potentiellement plus proches de chez vous mais qui n'ont pas toutes les spécialités ou moyens pour traiter tous les problèmes de santé
- Un grand hôpital potentiellement plus loin de chez vous mais qui concentrerait de nombreuses spécialités et pourrait traiter la plupart des problèmes de santé

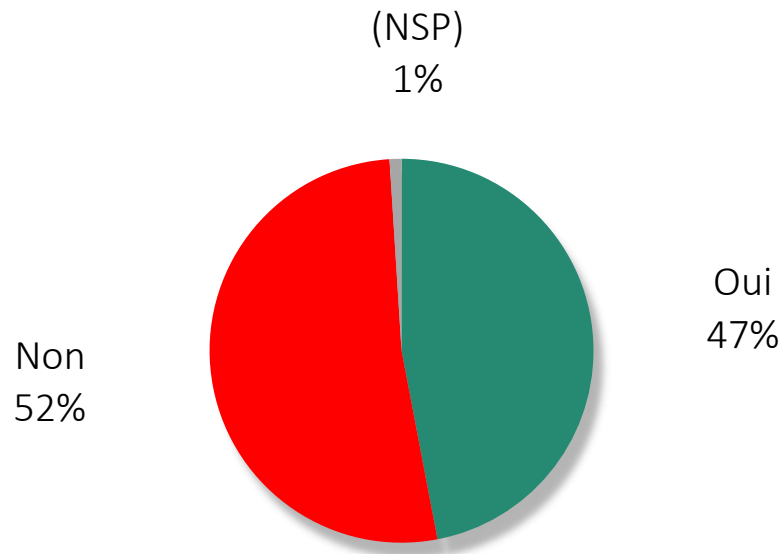
*Baromètre santé 360 Odoxa de juin 2016

Si le principe président à la création des GHT n'est pas remis en cause, l'efficacité perçue de cette organisation des soins laisse les Français très partagés



Pensez-vous que le regroupement des hôpitaux par territoire (groupements hospitaliers de territoire) améliorera la gestion et l'organisation des soins ?

 Français



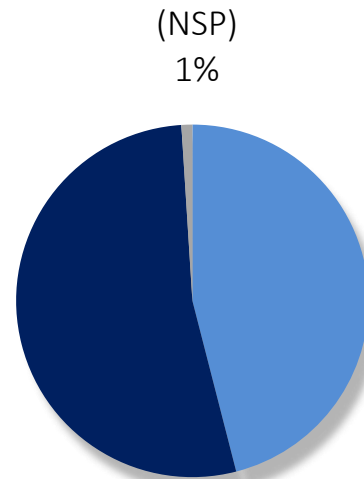
Changement de gouvernance : les Français demandent dorénavant des médecins à la tête des hôpitaux plutôt que des cadres gestionnaires formés à l'EHESS



Le plus souvent, les hôpitaux Français sont gérés par un gestionnaire de type manager administratif formé par l'école des hautes études en santé publique (EHESS). Vous personnellement, pensez-vous que c'est une bonne chose, car un hôpital est une vaste administration difficile à organiser ou estimez-vous au contraire qu'il faudrait que les hôpitaux soient dorénavant le plus souvent gérés par des médecins car ce sont les plus légitimes sur la santé ?

 Français

Il faudrait que les hôpitaux soient dorénavant le plus souvent gérés par des médecins car ce sont les plus légitimes sur la santé
53%



Les hôpitaux doivent être gérés le plus souvent par des gestionnaires formés par l'EHESS car un hôpital est une vaste administration difficile à organiser
46%

Chapitre 3

Les nouvelles technologies dans la santé

Chapitre 3

a) Les outils digitaux en santé

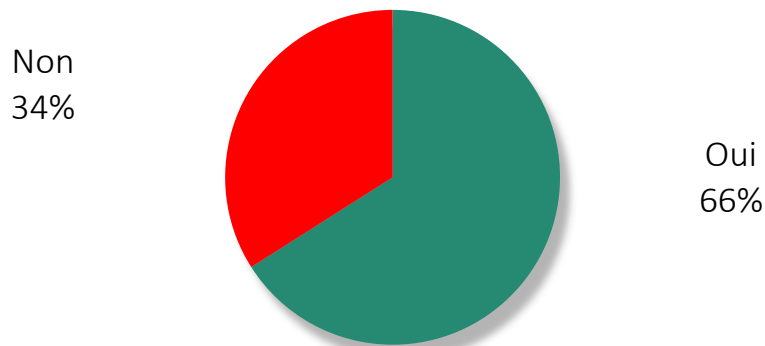
Les deux-tiers des Français pensent que les outils digitaux vont améliorer le parcours de soin



Pensez-vous que les outils digitaux vont améliorer le parcours de soin, avant/pendant/après votre prise en charge ?



Français

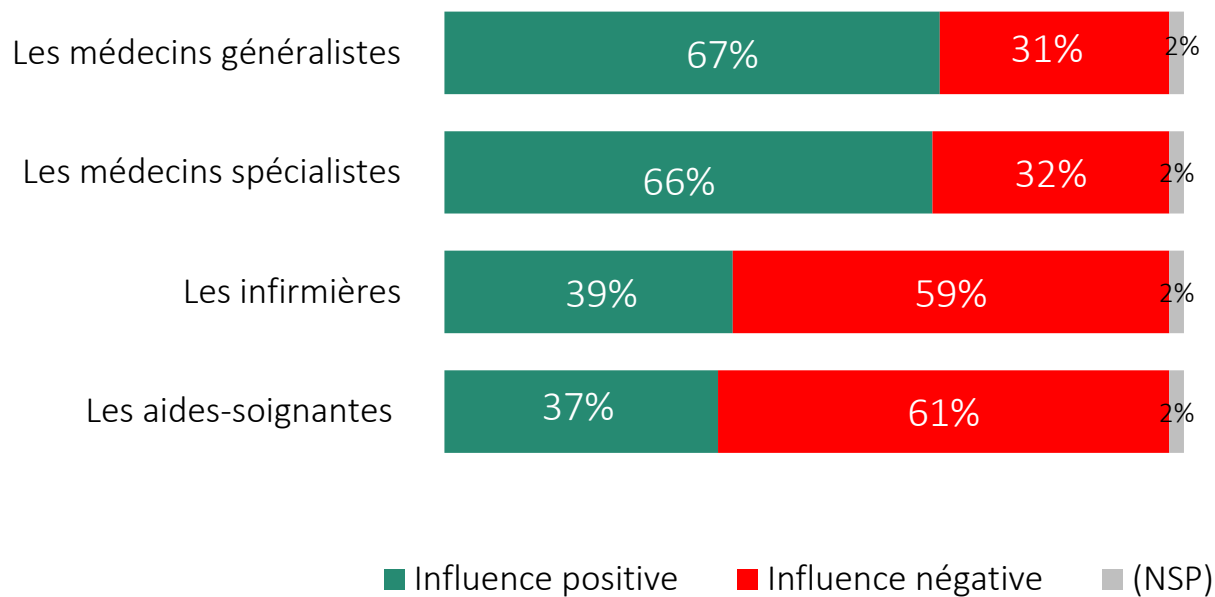


Ils estiment aussi que le développement du numérique et de la e-santé aura un impact positif sur la rémunération des médecins, mais ils en doutent pour les infirmières



Pensez-vous que le développement du numérique, et de la e-santé aura-t-il une influence positive ou négative sur la rémunération de chacune de ces professions ?

 Français



Les notions nouvelles de télémédecine, téléconsultation, télé-expertise, et télésurveillance médicale sont déjà bien connues et suscitent l'adhésion et l'appétence des Français



Voici un certain nombre d'informations concernant les différentes dimensions de la télémédecine et ce que cela recoupe et implique. Pour chacun vous me direz si ...



Français

Vous saviez ce que c'était

Vous estimez que c'est une bonne chose pour la qualité des soins en France

Vous souhaiteriez vous-même y avoir recours

* La télémédecine

75% oui

58% oui

51% oui

* La téléconsultation

80% oui

50% oui

43% oui

* La télé-expertise

61% oui

76% oui

69% oui

* La télésurveillance médicale

64% oui

71% oui

63% oui

* Pour chacun de ces items, une définition précise a été présentée à l'interviewé

Image détaillée de la télémédecine : même si elle suscite aussi inquiétudes voire fantasmes, la télémédecine apparaît comme positive et son développement, inéluctable



Globalement, quels sentiments vous inspirent la télémédecine, à travers toutes ses dimensions ? Dites-moi si vous êtes d'accord avec les qualificatifs suivants concernant la télémédecine : la télémédecine ...

 Français

Les points forts...

Fait gagner du temps à tout le monde (patients et médecins)

74%

Est un moyen efficace de reconnecter les territoires en déserts médicaux

71%

C'est l'avenir

67%

Facilite la vie des patients

65%

Les points faibles...

Déshumanisera la relation entre le médecin et son patient

76%

Crée des risques de piratage des données de santé

75%

Crée des risques d'erreurs médicales plus importants

63%

Est quelque chose qui vous fait peur

49%

Chapitre 3

b) Données médicales : accès et protection

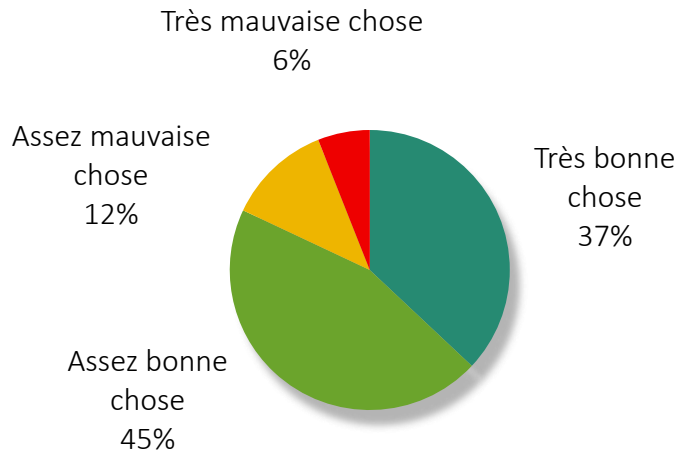
L'accès en ligne à ses données médicales d'ici 2022, voulue par la Ministre de la santé, est plébiscitée par les Français qui l'approuvent et envisagent d'y recourir

La ministre de la santé, Agnès Buzyn, s'est engagée à ce que chaque Français ait accès en ligne à toutes ses données médicales d'ici 2022. Diriez-vous que c'est ...

 Français

ST Mauvaise chose :
18%

ST Bonne chose :
82%

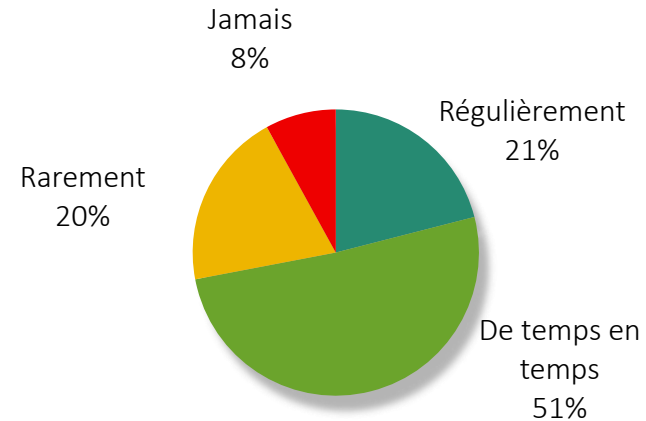


Et vous-même, lorsque vous en aurez la possibilité, pensez-vous que vous y accéderiez...

 Français

ST Rarement-Jamais :
28%

ST Régulièrement-De temps en temps : 72%



Certes, les Français craignent les risques de piratage mais ils ont confiance dans les institutions pour les protéger de ces risques

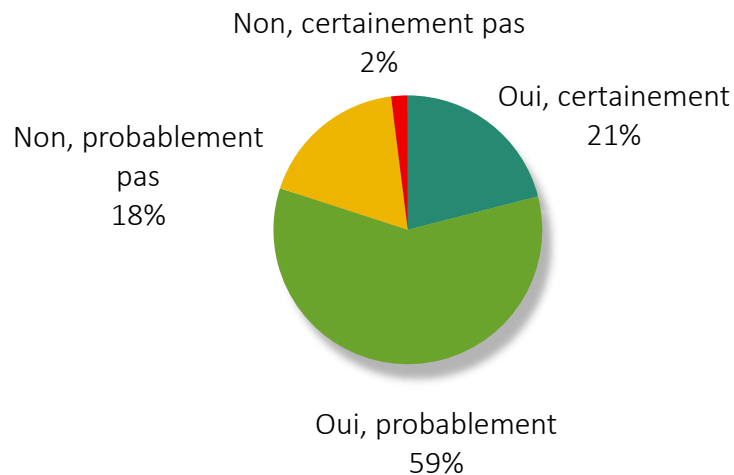
Pensez-vous qu'il existe des risques importants (erreurs, piratage...) liés à l'utilisation de vos données de santé dans un contexte de partage et d'échanges numériques entre médecins ou avec vous ?

 Français

S/T Non : 20%

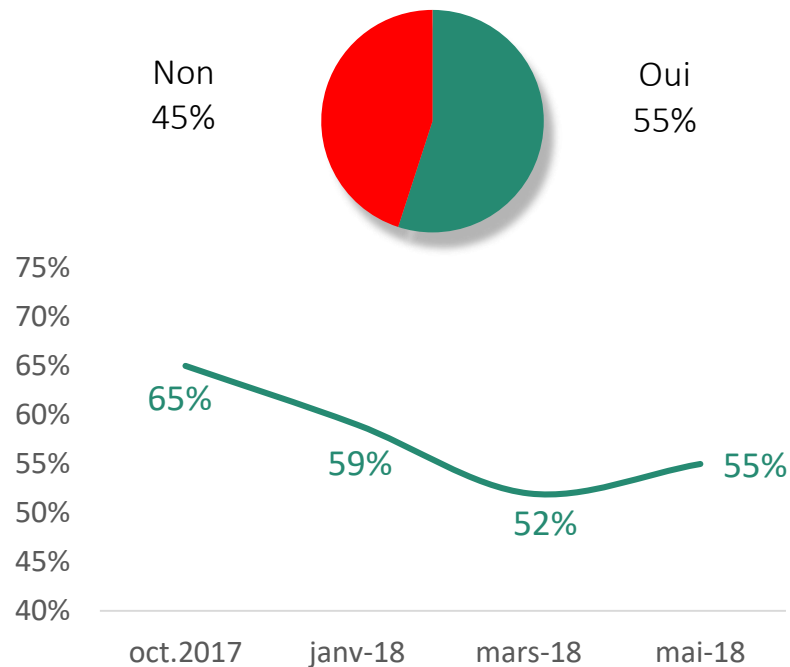
S/T Oui : 80%

➤ S/T Oui : 77%*



Faites-vous confiance aux institutions françaises pour que soit assurée la protection de vos données de santé face à de tels risques (erreurs, piratage...) ?

 Français



*Baromètre santé 360 Odoxa mars 2018

Les Français estiment d'ailleurs que leurs données de santé sont bien protégées par les principaux acteurs/intervenants

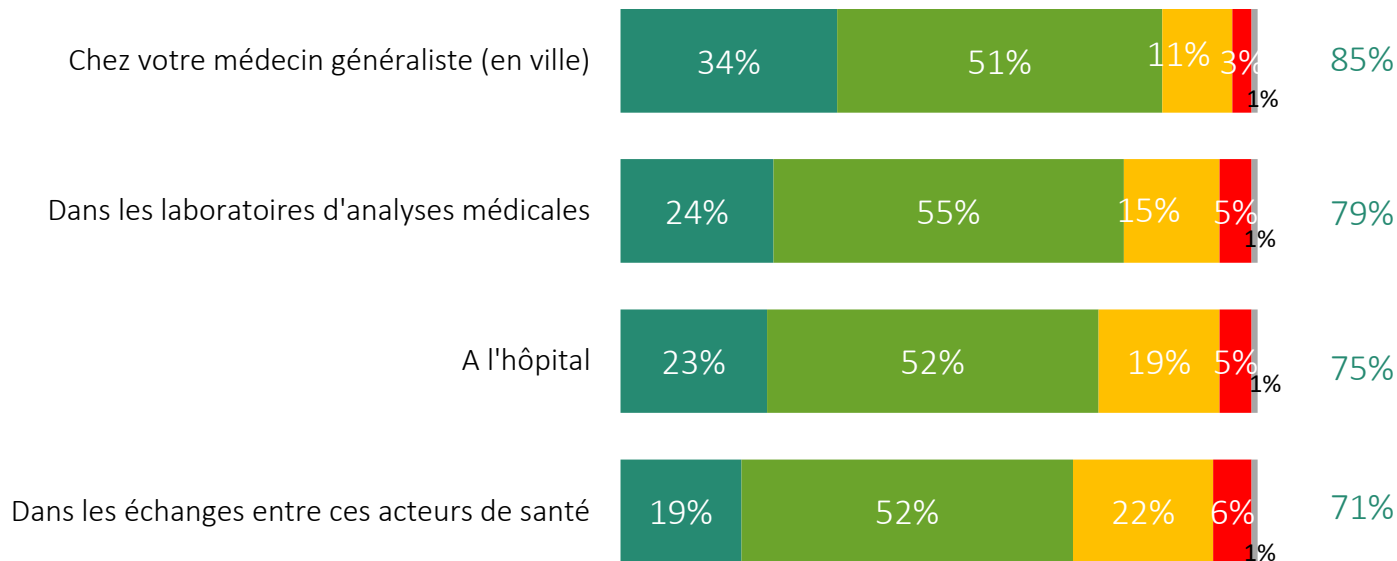


Est-ce que vous pensez que vos données de santé sont bien protégées ...



Français

ST Oui



Oui, tout à fait

Oui, plutôt

Non, plutôt pas

Non, pas du tout

(NSP)

Chapitre 4

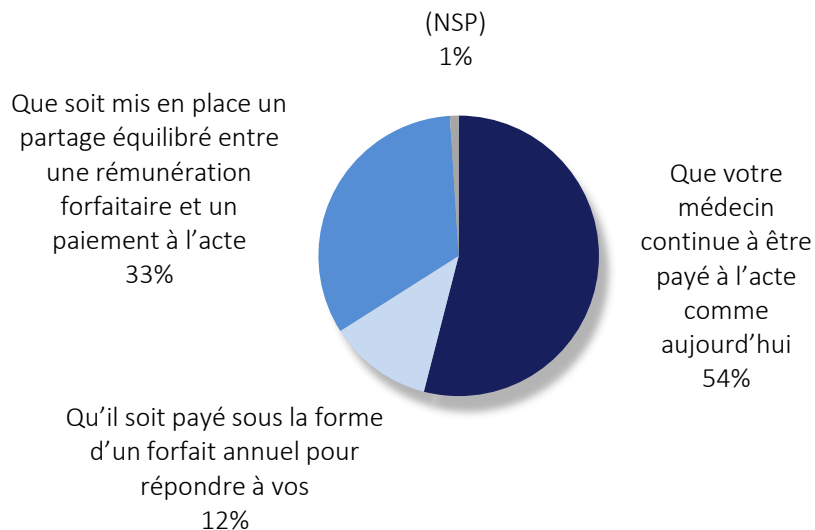
Santé et Argent : les Français et les acteurs de la santé sont prêts à une révolution concernant la tarification des soins

Tarification des médecins : les deux-tiers des médecins et près d'un Français sur deux seraient favorables à la fin de la tarification à l'acte et à l'introduction d'une forme de forfait

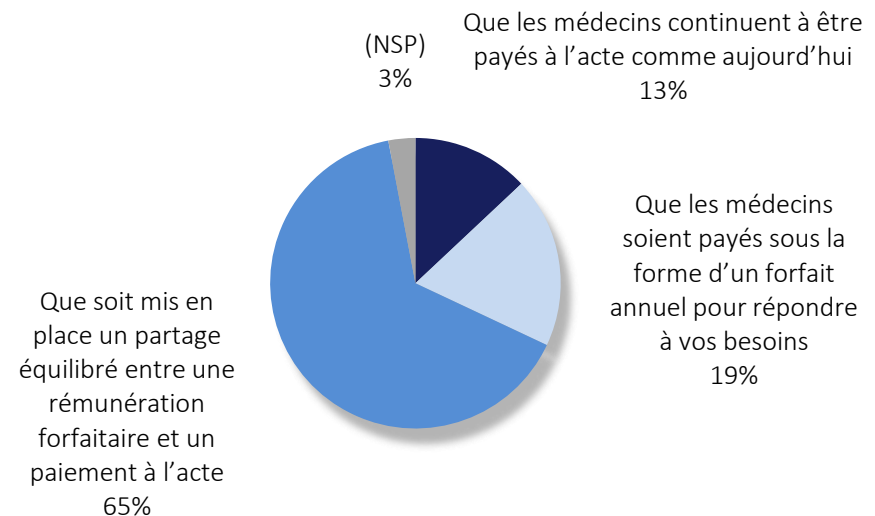


Que souhaitez-vous à l'avenir concernant la tarification des médecins ?

 Français



Médecins



Réciproquement, les Français sont POUR la suppression de la tarification à l'acte à l'hôpital, qu'ils jugent « mauvaise » car générant une « dictature du chiffre »

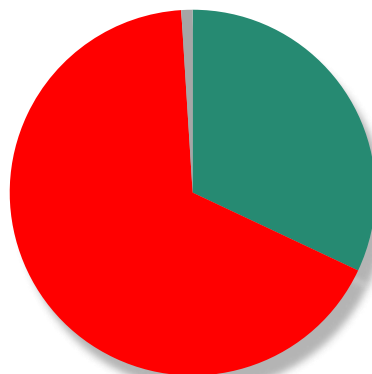


Depuis 2004 la tarification de l'hôpital s'effectue « à l'activité », ce qui signifie que l'hôpital touche une somme forfaitaire pour chaque type d'acte/activité : par exemple un certain montant est fixé pour chaque opération de prothèse de la hanche ou de bras cassé. Est-ce que vous estimez que ce système est ...



Français

(NSP)
1%



Une bonne chose car cela incite les hôpitaux à effectuer le maximum d'activités(acte) le mieux possible et le plus rapidement possible (les gens doivent sortir de l'hôpital « vite » et « bien soignés »)

32%

Une mauvaise chose car c'est en quelque sorte, « la dictature du chiffre » qui pousse à « marchandiser » la santé : « l'année prochaine vous me ferez 5% de prothèses de hanches en plus car c'est plus rentable »

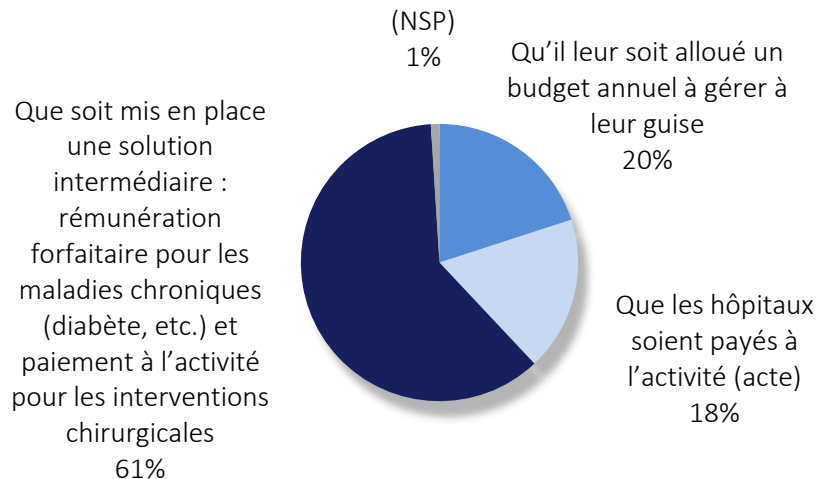
67%

Les Français comme les personnels hospitaliers souhaiteraient que soit mis en place une nouvelle tarification mixant rémunération forfaitaire (MCO) et paiement à l'activité

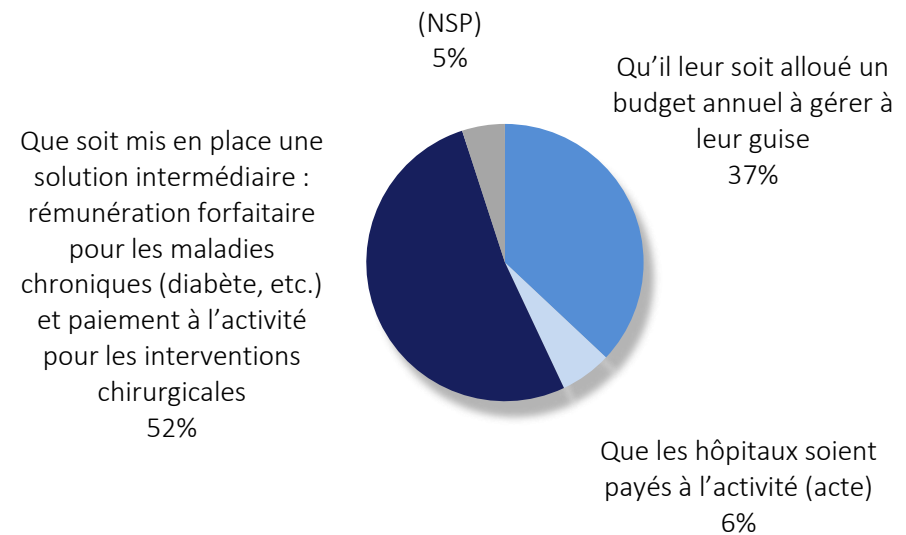


Et que souhaiteriez-vous à l'avenir s'agissant de la tarification des hôpitaux ?

 Français



Personnels hospitaliers



Une majorité de Français comme de médecins seraient favorables à la rémunération de la téléconsultation/télé expertise

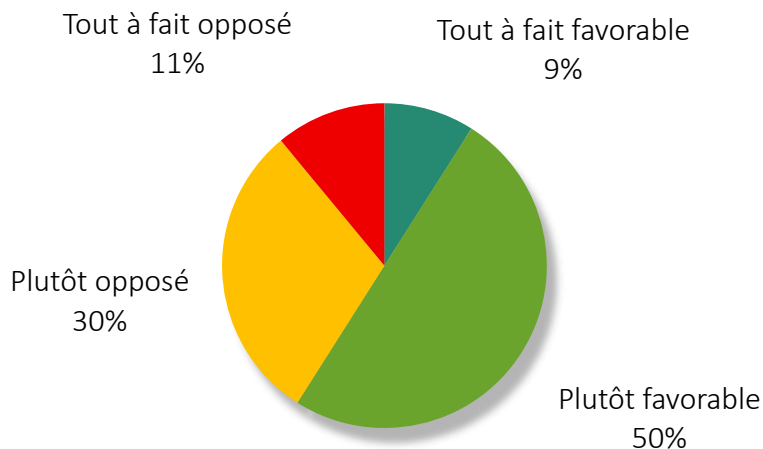


Il est envisagé de rémunérer l'acte de la téléconsultation assurée par un généraliste à hauteur de 25 euros et de 30 euros pour un spécialiste. Pour la télé-expertise, deux niveaux de tarif sont proposés en fonction de l'expertise à mettre en œuvre (simple ou approfondie) : 12 ou 25 euros. Vous personnellement, êtes-vous favorable à une telle rémunération de la téléconsultation et de la télé expertise ?

Français

ST Opposé : 41%

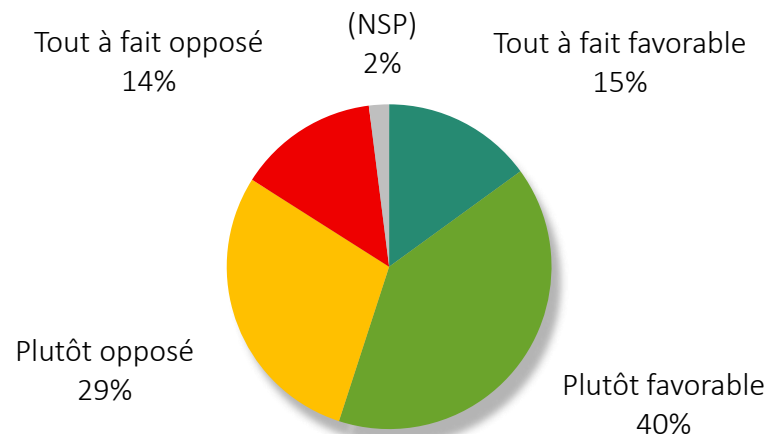
ST Favorable : 59%



Médecins

ST Opposé : 43%

ST Favorable : 55%



Ils sont convaincus qu'une telle rémunération permettrait un développement important de la télémédecine

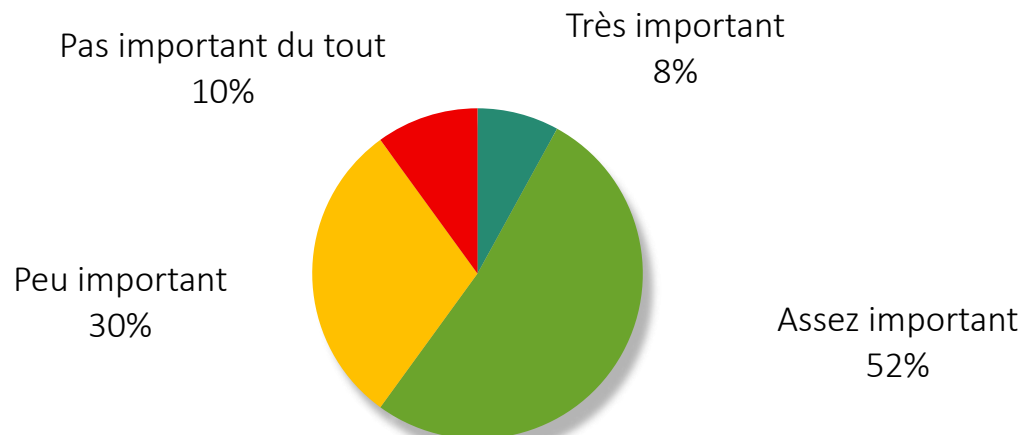


Et pensez-vous qu'une telle rémunération permettra un développement important de la télémédecine à l'avenir ?

 Français

ST Pas important : 40%

ST Important : 60%



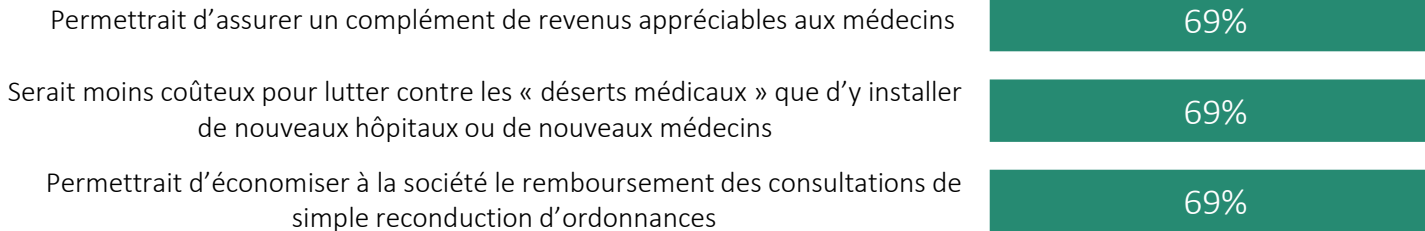
Pourtant, si les Français voient de nombreux avantages à la rémunération de la télémédecine ils perçoivent aussi de nombreux points faibles, et notamment une explosion des frais



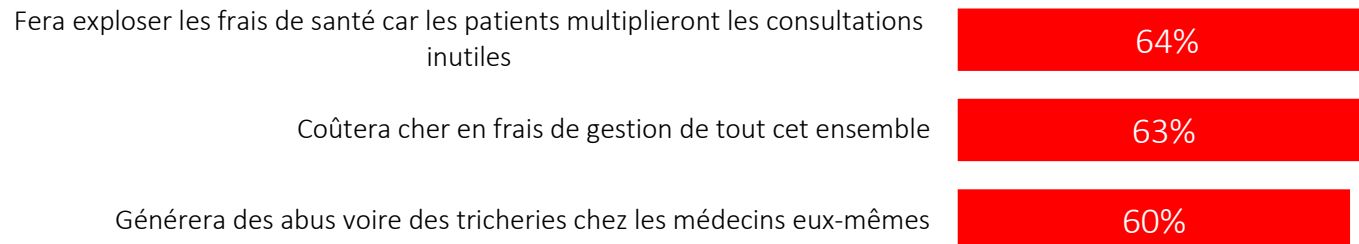
Pour chacun des qualificatifs suivants, dites-moi si vous estimez qu'il s'applique plutôt bien ou plutôt mal à ce que vous pensez que produirait une telle rémunération de la télémédecine ? Une telle rémunération de la télémédecine :

 Français

Les points forts...



Les points faibles...



Synthèse détaillée

Synthèse détaillée (1/19)

I - L'hôpital et la santé aujourd'hui : image des acteurs de la santé

1 - Image globale des acteurs de santé : Les personnels de santé – surtout les infirmières – jouissent d'une excellente image, partout en Europe, et, plus particulièrement en France

L'ensemble des personnels de santé bénéficie – toujours – d'une excellente image dans l'opinion. Les infirmières et aides-soignantes sont plus que jamais les « chouchous » des Français avec 94% de bonnes opinions, dont 46% de « très bonnes opinions ».

Mais les autres professionnels de santé ne sont pas en reste : 89% des Français ont aussi une bonne opinion des médecins de ville et 87% des médecins hospitaliers, dont 26% de « très bonnes opinions » dans les deux cas.

Sur notre « benchmark » Européen, on mesure une forte singularité des Français à ce sujet :

Bien sûr, les professionnels de santé sont extrêmement appréciés partout en Europe, les médecins (ville et/ou hôpital) recueillant en moyenne 82% de bonnes opinions, et les infirmières, 84%.

C'est évidemment beaucoup... mais cela représente 6 (en moyenne pour les médecins) à 10 points (pour les infirmières) de moins que le niveau de la cote d'amour de ces professionnels en France. D'ailleurs, notre pays est le n°1 en Europe de ce point de vue : pour les infirmières par exemple, leur popularité en France se situe 6 points au-dessus du Royaume-Uni et de l'Espagne, 11 points au-dessus du niveau de l'Allemagne et 15 points au-dessus de l'Italie. L'amour des Français pour leurs soignants est donc tout à fait exceptionnel.

2 - Image détaillée des médecins et des infirmières, passés au crible de l'opinion : si on prête aux médecins quelques défauts (malgré leur très bonne image globale), on ne pare que de qualités les infirmières

Cette image globale excellente s'explique par une image détaillée reposant sur des fondamentaux très solides et positifs, surtout s'agissant des infirmières/iers à qui l'on prête non seulement pratiquement toutes les qualités, et pour qui l'on réfute/balaie toutes les éventuelles critiques. Ainsi lorsque l'on passe au crible les deux professions – médecins et infirmières/iers – il nous faut d'abord souligner combien l'on enregistre pour les uns comme les autres de nombreux éléments laudateurs.

Synthèse détaillée (2/19)

I - L'hôpital et la santé aujourd'hui : image des acteurs de la santé

Points communs des deux professions, les Français jugent unanimement que les médecins comme (plus encore) les infirmières sont perçus comme « compétents » (88% pour les premiers, 92% pour les second(e)s), « courageux » (84% et 92%) et « sympathiques » (77% et 88%). Et le public leur en est d'autant plus reconnaissant qu'il estime que ces professions sont à la fois « débordées » (88% et 89%), et (encore une fois, surtout pour les infirmières) « pas suffisamment reconnues » (60% et 82%).

Pour les uns comme pour les autres, les Français regrettent simplement – mais sans leur en faire le reproche – qu'ils « ne consacrent pas suffisamment de temps à leurs patients » (55% le disent des médecins et 51% des infirmières).

Une première différence apparaît entre les deux professions sur ces qualités perçues : les infirmières recueillent en moyenne 10 points de plus de citations que les médecins sur ces différents aspects (89% vs 79% ; à l'exclusion de l'item sur le manque de temps, commun aux deux professions).

Mais surtout, notre crible révèle une grande différence entre les deux professions s'agissant des défauts qui sont prêtés aux médecins – malgré leur bonne cote d'image – et qui ne le sont pas aux infirmières.

Ainsi, alors que les médecins sont perçus comme « privilégiés » (52%), « conservateurs » (59%), « corporatistes » (63%) et sont jugés « peu disponibles » pour les patients (60%) ; les infirmières au contraire sont perçues comme étant, elles, tout à fait « disponibles » (62%), « pas conservatrices » (59%) « pas du tout privilégiées » (77%) et « pas si corporatistes » (49% « seulement » les jugent ainsi).

C'est sans doute surtout cette différence d'image détaillée qui explique le différentiel de popularité globale entre ces deux professions de santé : les infirmières enregistrent en effet 5 à 7 points de popularité totale (« très bonnes » + « assez bonnes opinions »), mais surtout 20 points de popularité extrême (les « très bonnes opinions »), de plus que les médecins.

Mais, il y a une autre raison : la dimension sacrificielle liée au manque de reconnaissance sociale, statutaire et pécuniaire prêtée aux infirmières par rapport aux médecins.

On le voyait déjà en filigrane dans notre crible d'image : pour une majorité de Français, les médecins sont des « privilégiés » alors que pour les trois-quarts d'entre eux (77%) les infirmières ne le sont pas du tout ... au point que 82% de nos concitoyens disent d'elles qu'elles ne sont « pas suffisamment reconnues » (ils sont 20 points de moins à le dire des médecins).

Synthèse détaillée (3/19)

I - L'hôpital et la santé aujourd'hui : image des acteurs de la santé

3 - Travailler à l'hôpital est dur, surtout en tant qu'infirmière : les Français ne seraient guère enthousiastes (50/50) à l'idée de recommander cette profession à leurs enfants... les infirmières ne le seraient encore moins : 82% d'entre elles ne conseilleraient pas à leurs enfants de suivre leur vocation

Conséquence, de ce sentiment que la profession d'infirmière n'est pas suffisamment considérée, elle ne fait pas, non plus, très envie pour ses enfants : ainsi, si l'on souhaiterait ou si l'on aurait pu souhaiter que son fils ou sa fille travaille à l'hôpital en tant que médecin (62%), on est beaucoup plus partagé de le/la voir devenir infirmière (50% vs 49%).

Sur ce point, pour une fois, la comparaison européenne montre que nos concitoyens sont tout à fait en phase avec leurs voisins. En effet, la profession de soignant à l'hôpital – et notamment d'infirmière – est perçue comme « difficile » partout en Europe, et pas uniquement en France.

Ainsi, les Européens sont – comme les Français – une majorité à s'imaginer recommander à leur enfant d'embrasser la profession de médecin hospitalier (60% contre 39%) et sont aussi, comme les Français, beaucoup plus réservés concernant la profession d'infirmière hospitalière (54% ne le recommanderaient pas de choisir cette profession).

Il est même un pays en Europe, où la difficulté perçue de ces métiers est nettement plus forte qu'ailleurs : l'Allemagne. Outre-rhin une majorité de 57% de parents ne conseilleraient pas à leur enfant d'être médecin et ils seraient même 75% à ne pas leur conseiller d'être infirmière dans un hôpital de leur pays...

Cette réserve des Français et du grand public en Europe en général, à recommander à leur enfant de travailler à l'hôpital comme médecin et surtout comme infirmière est d'ailleurs encore plus partagée par les acteurs eux-mêmes.

Travailler à l'hôpital est dur et les premiers concernés eux-mêmes ne le recommanderaient pas si chaudement que cela à leurs rejetons... surtout si c'est pour être infirmière !

Ainsi, les médecins seraient un sur deux seulement (51% vs 49%) à recommander à leur fils ou fille d'être, comme eux, un médecin hospitalier ... mais ils seraient en revanche unanimes – 78% contre 18% - à les dissuader d'y exercer la profession d'infirmière.

Synthèse détaillée (4/19)

I - L'hôpital et la santé aujourd'hui : image des acteurs de la santé

Celles-ci ne s'en vexeront pas, elles seraient même encore plus nombreuses à dissuader leur progéniture d'embrasser la même carrière qu'elles : 82% des infirmières ne conseilleraient pas à leur enfant d'exercer leur profession à l'hôpital. Elles ne fantasmeraient pas non plus sur une putative ascension sociale en rêvant de voir leur enfant devenir médecin. Les trois-quarts d'entre elles ne conseilleraient pas à leur fils ou fille de devenir médecin hospitalier...

Il faut dire que les Français pensent que la rémunération des infirmières et des aides-soignantes est largement insuffisante : Plus de 8 Français sur 10 jugent que la rémunération des infirmières (80%) et des aides-soignantes (82%) est « insuffisante » ; ils ne sont que 14% (infirmières) à 16% (aides-soignantes) à la juger « bien adaptée »... et presque aucun de nos concitoyens n'estime que les infirmières (3%) et les aides-soignantes (3% aussi) gagneraient trop d'argent !

Or, interrogés par ailleurs sur les montants des rémunérations des différents professionnels de santé, les Français se montrent assez justes dans leurs estimations : en moyenne (arrondie) ils estiment à 1500 € le salaire net d'une aide-soignante, à 2000 € celui d'une infirmière, à 5000 € celui d'un généraliste et à 10 500 € celui d'un spécialiste. Cela colle presque parfaitement au niveau réel de rémunération de ces professions (l'écart en moyenne sur les 4 professions est de moins de 10%).

Ainsi, lorsque les Français jugent que les infirmières et les aides-soignantes sont insuffisamment payées, c'est bien en parfaite connaissance de cause.

Pour les médecins, l'avis de nos concitoyens quant à leur rémunération est plus partagé : s'ils pensent en général que la rémunération des généralistes est « bien adaptée » (56%), ils ne la jugent pas excessive (seulement 20% contre 23% qui la jugent « insuffisante ») bien qu'ils sachent – approximativement – à quel niveau elle se situe (ils l'estiment à plus de 5 000 €, elle est de 6 800 €) et bien que ce niveau de rémunération soit beaucoup, beaucoup plus élevé que celui de la moyenne des Français. Certes, ils « plaignent » moins les spécialistes quant à leurs revenus (seuls 11% pensent qu'ils ne gagnent pas assez), mais ils ne sont pas non plus une majorité (49%) à penser qu'ils gagneraient trop; pourtant ils connaissent très bien le haut niveau de rémunération de ces derniers (ils l'estiment à près de 10 500 € et elle est de plus de 11 000 €). Bref, pour les Français, les médecins – y compris les spécialistes – ne sont certainement pas « trop payés », même lorsque nos concitoyens savent que leurs rémunérations dépassent de très loin le seuil à partir duquel ils estiment que l'on est « riche » : en effet, dans nos sondages sur « qu'est-ce qu'un riche ? » les Français situent la richesse à partir de 5000 € par mois...

Synthèse détaillée (5/19)

II - Image des établissements de santé et des soins

1 - Image de la santé et des établissements de santé : Elle est exceptionnelle, faisant de la France le pays le plus positif sur ce point en Europe

Tous comme les acteurs de la santé, les établissements de santé sont, eux-aussi, toujours très appréciés : 8 Français sur 10 disent ainsi avoir une bonne opinion des établissements de santé privés (85%) comme des établissements de santé publics (77%). Néanmoins, sans doute en lien avec la hausse observée dans notre dernier baromètre de l'insatisfaction-patient (passée de 8% à 24% en l'espace de 3 ans entre 2015 et 2018), ces derniers, voient leur image baisser sensiblement depuis 2016 (-2 points) et bénéficient désormais d'une image statistiquement moins bonne que leurs homologues du privé (77% vs 85%, soit 8 points d'écart).

Enfin, même si l'on avait vu le trimestre dernier que les Français s'inquiétaient beaucoup pour l'avenir de la qualité des soins, le jugement que portent nos concitoyens à ce sujet reste tout à fait positif avec 84% de Français jugeant globalement « bonne » la qualité des soins en France. Or, non seulement ce niveau d'appréciation est élevé, mais en plus, il est aussi nettement supérieur à celui que l'on observe en moyenne dans les autres pays européens.

Ainsi le jugement des Français sur leurs établissements de santé privé est supérieur de 9 points à celui observé dans les grands pays de l'UE ... et il lui est supérieur de 12 points concernant l'image des hôpitaux publics !

Avec 77% de bonnes opinions, la France est le pays de l'UE – ex aequo avec le Royaume-Uni – où l'image des établissements publics, est – de très loin – la meilleure. Notre pays se situe ainsi 12 points devant l'Espagne, 30 points devant l'Italie, et, surtout, 20 points devant l'Allemagne !

Au-delà de cette bonne image des établissements publics comme privés, notre pays est surtout en point sur la perception de la qualité des soins.

Avec 84% de « bonne image », la France se distingue encore plus nettement des autres grands pays européens, en se situant à la première place, et en moyenne 18 points devant ses grands voisins.

Sur ce plan, elle fait même deux fois mieux que l'Allemagne où il semblerait qu'il y ait une grande inquiétude/mécontentement en ce moment sur la question de la santé et des soins.

Synthèse détaillée (6/19)

II - Image des établissements de santé et des soins

Assez logiquement, à de tels niveaux d'images, l'analyse sociologique approfondie que permet l'étude ne montre guère de différences fondamentales dans les perceptions des Français : qu'ils habitent en ville ou à la campagne, qu'ils disposent de revenus élevés ou modestes, qu'ils soient jeunes ou retraités, tous les Français ont une excellente image, à la fois de leur système de soin et de leurs établissements de santé aussi bien publics que privés. Tout au plus peut-on noter quelques nuances sensibles à cet égard.

Ainsi, s'agissant des soins en France, l'image est particulièrement bonne auprès des seniors (91% vs 81% auprès des plus jeunes), auprès des catégories supérieures (86% vs 79%) et des Français aux plus hauts revenus (87% vs 80% auprès des plus modestes) et auprès des urbains plutôt qu'auprès des ruraux (88% vs 80%).

2 - Le match public-privé tourne à l'avantage du public, malgré un moindre confort perçu

A priori, s'ils devaient choisir entre public et privé pour une hospitalisation, les Français pencheraient davantage vers les CHU et hôpitaux publics plutôt que vers les cliniques et hôpitaux privés.

52% feraient ainsi aujourd'hui ce choix du public (dont 29% pour un CHU et 23% pour un hôpital public) contre 23% qui opteraient a priori plutôt pour le privé/ la clinique ; un quart de nos concitoyens refusant de choisir ainsi a priori, estimant que cela leur serait indifférent car « le type d'établissement est très secondaire à leurs yeux ».

Ainsi, malgré la légère baisse de son image et les craintes montantes sur l'évolution de la qualité des soins, l'hôpital public demeure le principal accès légitime aux soins aux yeux des Français et des patients.

Pourtant, sur notre batterie d'image comparée, le privé est désormais perçu comme étant sensiblement plus efficace pour les soins (55% vs 43%), alors que ce n'était pas le cas il y a encore deux ans. A l'époque les renvoyant dos à dos : en juin 2016, 50% des Français estimaient que le public était le plus efficace pour les soins, contre 48% de Français qui jugeaient que c'était le privé qui l'était.

En outre, et c'est une constante depuis longtemps, on prête assez unanimement au privé un plus grand confort que dans le public (88% vs 10%) et, inversement, on le pense beaucoup moins souvent saturé que le public (6% vs 93%).

Synthèse détaillée (7/19)

II - Image des établissements de santé et des soins

MAIS...Le privé est tout aussi unanimement perçu comme étant « plus cher » pour les patients (93% vs 5% au public) et on pense, dès lors, que le public est bien universel/plus destiné à tous, et notamment « aux populations modestes » (94% vs 4% au privé).

Comme pour l'image des soins et/ou des établissements, le consensus est de mise dans l'opinion concernant les qualités et les défauts prêtés au public et au privé.

Cela n'empêche de relever quelques singularités intéressantes, car grâce à notre macro-échantillon très important de 3000 Français interrogés, des écarts parfois assez réduits peuvent être soulignés comme des différences statistiquement significatives.

Ainsi, sur la question du meilleur hôpital pour la qualité des soins, où les Français sont plus partagés entre public et privé, on note des différences de perceptions tout à fait remarquables.

Ainsi, l'âge constitue la variable la plus opérante sur le sujet, avec une progression continue des réponses « l'hôpital public » à mesure que l'âge des interviewés augmente – elles passent de 29% auprès des 18-24 ans à 33% auprès des 25-34 ans, puis 38% auprès des 35-49 ans pour atteindre 46% auprès des 50-64 ans et culminer à 60% auprès des plus de 65 ans.

Ainsi, les écarts de perceptions sont tels que les plus jeunes et les plus âgés s'opposent radicalement sur la question : les premiers sont 68% à penser que le privé prodigue les meilleurs soins alors que les seconds sont 60% à penser que c'est le public qui les offre.

Autre information intéressante : parfois, les observations faites au niveau sociologique sont contrintuitives ; ainsi, les Français appartenant aux catégories populaires (66%) et disposant des revenus les plus modestes (64%) sont les plus nombreux à penser que c'est le privé plutôt que le public qui prodiguerait les meilleurs soins... et, inversement, les catégories dites supérieures (seulement 55% des « CSP+ » le pensent, soit 10 points de moins que les « CSP- ») sont nettement moins nombreuses à le penser et les Français les plus « riches » sont même, symboliquement, une majorité (51% contre 48%) à estimer que l'on est mieux soigné dans le public que dans le privé.

Or, on sait aussi que les catégories populaires et les Français aux revenus modestes fréquentent beaucoup moins l'hôpital privé que leurs concitoyens plus aisés. Tout se passe donc comme si ces derniers fantasmaient un hôpital privé prodiguant des soins de meilleures qualités et auxquels, malheureusement, ils n'auraient pas accès.

Inversement, les Français plus aisés, qui – eux – peuvent se permettre de fréquenter les établissements privés savent bien d'expérience que celui-ci n'est pas meilleur sur les soins... mais le choisissent, notamment pour le confort.

Synthèse détaillée (8/19)

II - Image des établissements de santé et des soins

3 - En réalité ce match est artificiel ; car la nature de l'établissement n'est pas le critère fondamental de choix des patients... c'est bien la recommandation de leur médecin qui prime

En lien avec la grande confiance qu'ils témoignent à leurs médecins traitants, c'est avant tout vers eux que les Français se tourneraient pour choisir un hôpital s'ils devaient être soigné : 37% de nos concitoyens fonderaient ainsi avant tout leur choix sur ce critère.

La proximité de cet hôpital avec leur domicile ne serait « que » le second critère de leur choix avec 25% de citations.

Même dans les régions désertifiées, où les hôpitaux sont potentiellement loin de chez soi, la proximité n'est non seulement jamais le premier critère, mais, mieux encore, n'est même pas plus souvent cité que dans les zones les plus urbaines du territoire : ce critère n'est cité que par 26% des personnes habitant dans les zones rurales et dans les villes de moins de 20 000 habitants, soit autant de citations que dans l'agglomération parisienne.

Recommandation et proximité sont donc les deux critères les plus importants : on le voit bien, en réalité le duel « public-privé » que l'on a proposé aux Français est un brin artificiel, car la nature de l'établissement n'est pas le critère fondamental de choix des patients..

En réalité, le type d'établissement (public, CHU ou clinique) n'est « que » le troisième critère de choix des patients avec 21% de citations ; et, comme on l'a vu, le confort largement plus prêté au privé n'inciterait pas spécialement les patients à se tourner davantage vers celui-ci, puisque s'ils devaient vraiment arbitrer entre les deux, ils privilégieraient plus souvent le public.

Enfin, s'agissant de la recommandation externe – autre que celle du médecin traitant – les Français feraient bien davantage confiance à l'avis de leurs amis et de leur entourage (11%) plutôt qu'aux palmarès des hôpitaux régulièrement publiés dans la presse (3%) ou aux blogs, sites internet et forums de patients. Avec seulement 3% de citations en moyenne, et à peine 5% auprès des jeunes (18-24 ans et 25-34 ans), pourtant les plus « geek » au sein de la population, le « Tripadvisor » de l'hôpital n'est pas pour demain...

Synthèse détaillée (9/19)

III – Préférences et souhaits sur l'avenir de l'hôpital : Toujours plus d'argent pour un hôpital toujours plus équitable

1 - Pour les Français, la justice et l'équité doivent l'emporter sur la performance (65%)... nous sommes les seuls en Europe à faire un tel choix

Les Français se distinguent nettement en préférant largement « un hôpital équitable » plutôt « qu'un hôpital performant »

Confronté à ce choix Cornélien :

Les deux-tiers des Français préfèrent « des soins hospitaliers toujours plus équitables afin de garantir que tous les Français soient aussi bien soignés quels que soient leurs revenus et la région qu'ils habitent » plutôt que « des soins hospitaliers toujours plus performants afin de favoriser les meilleures innovations médicales même si cela entraînerait plus de diversité entre les hôpitaux » (34%).

Cette propension à privilégier « l'égalité » sur la « performance » se retrouve dans l'ensemble des catégories de la population : elle est logiquement, plus marquée auprès des catégories les plus populaires (68% auprès des catégories populaires, dont 71% auprès des ouvriers et des Français aux revenus les plus faibles) mais est tout de même largement majoritaire aussi auprès des catégories supérieures (62% et 63% auprès des cadres) et des Français les plus aisés (54% auprès des plus « riches »). On note aussi des différences sensibles selon l'habitat des personnes interrogées ; ainsi, les Français habitant en zones périurbaines ou rurales sont encore plus sensibles (68%) à la notion d'équité que leurs concitoyens habitant dans les grandes villes... mais ces derniers y sont tout de même eux-aussi très majoritairement attachés (65% dans les villes de plus de 100 000 habitants et 62% à Paris).

Ce choix de « l'équité » avant tout nous semble donc logique ou évident, à nous, Français. Pourtant ça ne l'est pas, il s'agit bien là d'une spécificité française en Europe.

Confrontés au même choix, nos voisins européens sont, eux, systématiquement une majorité à faire le choix inverse et à préférer des « soins toujours plus performants, afin de favoriser les meilleures innovations médicales, même si cela entraînerait plus de diversités (inégalités) entre les hôpitaux » plutôt que des soins « toujours plus équitables... ».

Ainsi, en Europe – hors France – 56% de nos voisins font ce choix de la « performance » contre seulement 43% qui font celui de « l'équité ». Dans le détail, cet arbitrage est fait par 51% des Allemands, 56% des Britanniques, 58% des Espagnols et des Italiens.

Nos établissements hospitaliers doivent donc « faire avec » et tenir compte d'une spécificité Française très particulière.

III – Préférences et souhaits sur l'avenir de l'hôpital : Toujours plus d'argent pour un hôpital toujours plus équitable

2 - Contrairement à leurs voisins, les Français croient que leur pays investit peu dans la santé

C'est parfois tout l'intérêt, voire toute la vertu du sondage que de pouvoir souligner combien les sentiments ou les perceptions sont parfois éloignés des réalités objectives. Ainsi, une majorité de Français – 53% contre 47% - pense que les investissements publics de leur pays en matière de santé ne sont PAS IMPORTANTS.

Or, il s'agit depuis un demi-siècle d'un des tous premiers postes de dépenses de l'Etat, et, selon les classements internationaux, nous sommes objectivement l'un des pays européens qui dépense le plus en matière de santé publique.

Et pourtant les Français sont les seuls en Europe à estimer que leur pays ne fait pas des investissements importants en matière de santé. En effet, en moyenne, 73% des Européens (77% sans les Français) estiment que leurs pays investissent beaucoup en matière de santé. Sur cet indicateur, la France est même bonne dernière de la casse européenne.

3 - Les Français sont convaincus qu'il faut accorder plus de moyens à la santé, quitte à devoir réduire les investissements publics dans d'autres domaines

Bien que les Français pensent/croient que les investissements en santé en France ne sont « pas importants », il y a très peu de chance que nos concitoyens ignorent que la santé est l'un des principaux postes de dépenses de l'Etat en France. Mais, en même temps, dans nos précédents baromètres on a bien mesuré que les Français avaient le sentiment que l'hôpital allait moins bien et que les investissements publics reculaient et reculeraient encore à l'avenir.

Ce résultat traduit donc moins une ignorance de nos concitoyens quant aux investissements de l'Etat en matière de santé qu'une demande forte que celle-ci reste une priorité et un domaine sanctuarisé quant aux économies annoncées.

Car les Français ont bien intégré que l'Etat faisait et ferait des économies importantes à l'avenir, et ils ne veulent pas que la santé fasse partie des domaines où l'on cherchera ces économies : ainsi, 87% des Français pensent même « qu'il faudrait accorder plus de moyens à la santé dans leur pays, quitte à devoir réduire les investissements publics concernant d'autres domaines ».

III – Préférences et souhaits sur l'avenir de l'hôpital : Toujours plus d'argent pour un hôpital toujours plus équitable

4 - Plus de moyens et aussi plus de personnels ! Nos concitoyens sont convaincus que l'amélioration de la situation des hôpitaux passe prioritairement par une augmentation des effectifs, des moyens et des personnels

Quitte à être critiqués pour leur manque d'imagination, les Français sont convaincus que c'est bien, avant tout, une augmentation de leurs moyens financiers dont ont besoin de nos hôpitaux pour améliorer leur situation : 55% disent qu'il faut augmenter leurs effectifs, 16% qu'il faut augmenter leur financement public, et 14% qu'il faut augmenter la rémunération de leurs personnels... bref, dans tous les cas, qu'il leur faut plus d'argent.

A l'inverse, personne – ou presque (3%) – ne pense que l'on devrait plutôt demander une contribution plus importante aux patients pour leurs soins, et rares sont les Français (12%) qui pensent qu'investir dans les nouvelles technologies, la e-santé et la télémédecine pourrait à elle-seule contribuer à améliorer la situation des hôpitaux. Cela ne signifie pas qu'ils ne voient pas du tout d'un œil très favorable le développement de ces nouvelles technologies – bien au contraire (on le verra par la suite) – mais simplement, que cela viendra à leurs yeux en complément d'investissements publics « classiques ».

5 - Localisation et GHT : oui au regroupement ! Les Français privilégient des hôpitaux mieux dotés et regroupés plutôt que de petits hôpitaux présents partout sur le territoire

Avec la mise en place des GHT – Groupements Hospitaliers de Territoires – notre pays a fait le choix de proposer un regroupement des compétences sur un même hôpital plutôt que celui de les maintenir dispersées. Les Français – comme leurs voisins européens – sont plutôt en phase avec cette solution.

Interrogés sur le sujet, 53% d'entre eux disent préférer « un grand hôpital potentiellement plus loin de chez vous mais qui concentrerait de nombreuses spécialités et pourrait traiter la plupart des problèmes de santé » plutôt que « plusieurs petits hôpitaux potentiellement plus proches de chez vous mais qui n'ont pas toutes les spécialités ou moyens pour traiter tous les problèmes de santé » (46%).

Synthèse détaillée (12/19)

III – Préférences et souhaits sur l'avenir de l'hôpital : Toujours plus d'argent pour un hôpital toujours plus équitable

Cet arbitrage en faveur de la concentration des compétences est durable dans le temps (les Français étaient déjà exactement la même proportion de 53% contre 46% à le faire il y a deux ans) et largement partagé en Europe puisque nos voisins sont une proportion comparable (54% vs 45%) à faire ce choix.

Naturellement, des différences liées à l'habitat apparaissent sur cette question : ainsi la préférence pour les grands hôpitaux potentiellement plus loin de chez soi est écrasante (58% vs 41%) dans les villes de plus de 100 000 habitants où les personnes interrogées savent bien que nul ne sera, en réalité si loin de chez elles que cela ; inversement, les Français habitant en zones rurales sont moins enthousiastes, une courte majorité d'entre eux (51% contre 49%) privilégiant plutôt les petits hôpitaux n'ayant pas toutes les spécialités mais situés moins loin de chez eux.

Malgré tout, il est tout de même remarquable que, même auprès de ces populations, risquant parfois de faire vraiment de grandes distances pour rejoindre l'hôpital centralisant les compétences, il n'y a pas de rejet massif de cette solution du regroupement hospitalier (près d'un sur deux l'accepte).

En réalité, la principale différence sociologique que notre analyse approfondie permet de noter relève bien plus de l'âge que de toute autre variable : en effet, les Français les plus âgés nécessitant, le plus fréquemment les soins les plus importants sont aussi ceux qui sont les plus résolument favorables (64% vs 36%) à la solution du regroupement hospitalier.

Il s'agit aussi des populations connaissant le plus des polypathologies impliquant de fréquenter un établissement disposant de toutes les compétences requises.

Nous avons vu dans nos précédents baromètres que les Français étaient favorables au principe des GHT une fois qu'il leur était expliqué ; notre sondage nous révèle à présent que les Français adhèrent bien à l'esprit de centralisation des compétences qui a présidé à la mise en place des GHT.

Mais, évidemment, cela ne signifie nullement qu'ils soient convaincus que cette organisation pourra suffire à améliorer les soins en France : ainsi, une majorité de 52% (contre 47%) de Français n'estiment pas que ce regroupement des hôpitaux par territoire (groupements hospitaliers de territoire) améliorera la gestion et l'organisation des soins dans notre pays.

III – Préférences et souhaits sur l'avenir de l'hôpital : Toujours plus d'argent pour un hôpital toujours plus équitable

6 - En termes de « gouvernance », les Français demandent un changement radical, préférant que les hôpitaux soient désormais dirigés par des médecins plutôt que par des gestionnaires formés à l'EHESS

On ne pourrait évoquer l'avenir de l'hôpital sans aborder la question de la gouvernance : en l'occurrence, sur ce point, les Français sont tout sauf conservateurs, demandant même un changement radical. En effet, actuellement, les hôpitaux Français sont, le plus souvent, gérés par un gestionnaire de type manager administratif formé par l'école des hautes études en santé publique (EHESS). Or, seulement 46% de nos concitoyens estiment que « c'est une bonne chose, car un hôpital est une vaste administration difficile à organiser ».

A l'inverse, une majorité de nos concitoyens estiment au contraire « qu'il faudrait que les hôpitaux soient dorénavant le plus souvent gérés par des médecins car ce sont les plus légitimes sur la santé ».

Une telle solution, si elle était adoptée par les pouvoirs publics, constituerait une révolution historique sur la gouvernance des hôpitaux en France.

Synthèse détaillée (14/19)

IV – Révolution des nouvelles technologies dans la santé

1 - Les Français pensent que le développement de la e-santé va avoir un impact positif sur le parcours de soin du patient comme sur la rémunération du médecin

Pour les Français, pas de doute, les outils digitaux vont améliorer le parcours de soin (66%) du patient à la fois pendant, avant et après sa prise en charge.

Ils estiment aussi que le développement du numérique et de la e-santé aura un impact positif sur la rémunération des médecins : les deux-tiers de nos concitoyens sont convaincus que les machines/robots, ne prendront pas la place des blouses blanches.

Ils estiment probablement que leur posture de « sachants » sera renforcée et qu'elle apportera surtout un gain de temps afin de se consacrer à leur cœur d'expertise. C'est en tout cas ce que nous relevions dans notre précédent baromètre santé montrant que les Français voyaient davantage le développement du digital dans la santé comme un facteur de gain de temps plutôt que de perte de temps.

En revanche, les Français n'ont pas cette anticipation positive concernant les infirmières et les aides-soignantes. Pour ces dernières, ils sont une majorité à penser que le développement de la e-santé aura même une influence négative sur leur rémunération, générant une forme de dumping ou d'uberisation.

2 - Les notions nouvelles de télémédecine, téléconsultation, télé-expertise, et télésurveillance médicale sont déjà bien connues et suscitent l'adhésion et l'appétence des Français

Les notions de télémédecine (75%), téléconsultation (80%), télé expertise (61%) et télésurveillance médicale (64%) sont connues par une large majorité de Français.

Elles sont aussi largement plébiscitées par nos concitoyens, qui, après qu'on leur ait donné la définition de chacun de ces termes, sont une majorité à estimer que leur développement est une bonne chose pour la qualité des soins en France : 58% le pensent de la télémédecine, 50% de la téléconsultation, 76% de la télé-expertise, et 71% de la télésurveillance médicale.

Synthèse détaillée (15/19)

IV – Révolution des nouvelles technologies dans la santé

3 - Pourtant, de nombreuses peurs existent aussi s'agissant de la télémédecine, mais le positif (facilitation de la vie de tous et notamment des patients) l'emporte et son développement semble de toute façon inéluctable aux Français

Cette ouverture à la télémédecine ne signifie pas que les Français la parent de toutes les vertus et n'en aient pas « peur » par ailleurs. De nombreuses craintes pèsent dans l'opinion à propos de la télémédecine : les trois-quarts des Français pensent qu'elle « déshumanisera la relation entre le médecin et son patient » (76%), et qu'elle « crée des risques de piratage des données de santé » (75%) ; près des deux-tiers des Français (63%) pensent même qu'elle « créera des risques d'erreurs médicales plus importants » !

Pour finir un Français sur deux (49%) dit même de la télémédecine que c'est quelque chose qui lui fait peur.

Mais, si l'opinion dit est prête pour la télémédecine, c'est aussi qu'à côté de ces craintes, elle suscite aussi – sur notre crible d'image – de formidables espoirs.

Ainsi, la télémédecine est aussi perçue comme « un moyen de faire gagner du temps à tout le monde » (74%), de « faciliter la vie des patients » (65%) et même de reconnecter de manière efficace les territoires en déserts médicaux » (71%).

Malgré les craintes, le positif donc largement ; mais surtout son développement semble inéluctable à nos concitoyens, les deux-tiers (65%) d'entre eux estimant que « la télémédecine c'est l'avenir ».

4 - L'accès en ligne à ses données médicales, voulue, par la Ministre, est plébiscité par les Français (82%) qui se disent prêts à y accéder (75%) dès qu'ils en auront la possibilité

La ministre de la santé, Agnès Buzyn, s'est engagée à ce que chaque Français ait accès en ligne à toutes ses données médicales d'ici 2022. Cette décision est plébiscitée par 82% des Français qui estiment que c'est là une « bonne chose ».

En outre, nombreux sont ceux qui se projettent sur un usage de celles-ci : lorsqu'ils en auront la possibilité, les trois-quarts des Français comptent bien accéder « régulièrement » ou, au moins, « de temps en temps » à leurs données médicales.

Synthèse détaillée (16/19)

IV – Révolution des nouvelles technologies dans la santé

5 - Si les Français craignent les risques de piratage (80%), ils ont confiance dans les institutions pour les protéger de ces risques (55%) et pensent que leurs données de santé sont bien protégées par les acteurs de santé

Bien sûr, les Français n'occultent pas les dangers : 80% pensent qu'il existe des risques importants de piratage lié à l'utilisation de leurs données de santé...

Mais ils font aussi majoritairement confiance aux institutions françaises pour assurer la protection de leurs données de santé face à de tels risques (erreurs, piratage...)

On note même un rebond de la confiance (+3 points) à ce sujet ce trimestre alors qu'elle se situait sur un « trend » baissier depuis octobre dernier (elle avait chuté de 65% à 52% entre octobre 2017 et mars 2018), après toutes les polémiques autour de l'affaire Facebook Cambridge Analytica. Les Français estiment d'ailleurs que leurs données de santé sont bien protégées par les principaux acteurs/intervenants, que ce soit, chez le généraliste (85%), dans les laboratoires d'analyses médicales (79%), à l'hôpital (75%) ou – dans une moindre mesure tout de même – dans les échanges entre ces acteurs de santé (71%).

V – Sur la tarification des soins aussi, les Français et les acteurs de la santé sont prêts à une révolution

1 - Tarification des médecins : les deux-tiers des médecins et près d'un Français sur deux seraient favorables à la fin de la tarification à l'acte et à l'introduction d'une forme de forfait

Chambouler voire révolutionner toute la tarification des soins dans notre pays... c'est à cette réflexion nous avons invité les Français dans l'enquête et nous avons eu la surprise de voir que nos concitoyens et surtout les acteurs de notre santé, pourtant pas toujours si révolutionnaires, y étaient favorables. D'abord s'agissant de la tarification des médecins : les premiers concernés, les médecins eux-mêmes seraient une large majorité à demander la suppression de la tarification à l'acte !

Seulement 13% des médecins souhaiteraient un maintien du système actuel. Ils ne demandent pas pour autant un changement radical consistant à être intégralement rémunérés via un forfait annuel (seulement le 19% souhaiteraient). En fait, les deux-tiers des médecins (65%) privilégieraient une solution intermédiaire qui consisterait à mettre en place un partage équilibré entre une rémunération forfaitaire et un paiement à l'acte. Moins directement concernés, et, logiquement plus conservateurs, leurs patients n'y seraient pas spécialement hostiles non plus : seulement un Français sur deux (54%) tient au maintien du système actuel du paiement à l'acte ; les autres – quasiment aussi nombreux (45%) – seraient tout à fait d'accord avec un nouveau système, soit mixte (33%) comme le souhaitent les médecins, soit même totalement forfaitaire (12%).

2 - Réciproquement, les deux-tiers des Français sont POUR la suppression de la tarification à l'acte à l'hôpital, qu'ils jugent « mauvaise » car générant une « dictature du chiffre »... les personnels hospitaliers ne leur donnent pas tort, les uns comme les autres appelant désormais à la mise en place d'une solution mixant forfait (MCO) et paiement à l'acte

Depuis 2004 la tarification de l'hôpital s'effectue « à l'activité », ce qui signifie que l'hôpital touche une somme forfaitaire pour chaque type d'acte/activité : par exemple un certain montant est fixé pour chaque opération de prothèse de la hanche ou de bras cassé.

Plus des deux-tiers des Français estiment que ce système est une « mauvaise chose car c'est en quelque sorte une dictature du chiffre qui pousse à 'marchandiser' la santé (l'année prochaine vous me ferez 5% de prothèses de hanches en plus car c'est plus rentable) ».

V – Sur la tarification des soins aussi, les Français et les acteurs de la santé sont prêts à une révolution

Seulement un tiers de nos concitoyens (32%) soutient ce système, estimant que c'est « une bonne chose car cela incite les hôpitaux à effectuer le maximum d'activités/actes le mieux possible et le plus rapidement possible (les gens doivent sortir de l'hôpital vite et bien soignés). Assez logiquement du coup, au regard de leur rejet du système actuel, s'ils en avaient le choix, les Français comme les personnels hospitaliers ne souhaiteraient pas du tout que ce poursuive le système actuel de paiement à l'activité : seulement 18% des Français et 6% des personnels hospitaliers feraient ce choix de la continuité.

Ils ne seraient pas non plus enthousiastes à l'idée d'un retour à la situation antérieure du budget annuel alloué aux hôpitaux et qu'ils peuvent gérer à leur guise : 20% des Français et 37% des personnels hospitaliers feraient ce choix.

En fait, s'ils pouvaient choisir, une majorité des uns comme des autres (61% des Français et 52% des personnels) préféreraient que soit mise en place une nouvelle tarification mixant rémunération forfaitaire (pour les MCO) et paiement à l'activité pour les interventions chirurgicales.

3 - Une majorité de Français comme de médecins seraient favorables à la rémunération de la téléconsultation/télé expertise, estimant que cela en favorisera grandement le développement

Autre révolution majeure dans la tarification, la rémunération de la télé expertise :

Il est en effet envisagé de rémunérer l'acte de la téléconsultation assurée par un généraliste à hauteur de 25 euros et de 30 euros pour un spécialiste. Pour la télé-expertise, deux niveaux de tarif sont proposés en fonction de l'expertise à mettre en œuvre (simple ou approfondie) : 12 ou 25 euros.

Interrogés à ce sujet, en leur rappelant ces éléments, une nette majorité de Français (59% vs 41%) comme de médecins (55% vs 43%) se déclarent favorables à une telle rémunération de la téléconsultation et de la télé expertise. Cette adhésion s'explique aisément : les Français sont, on l'a vu, très favorables au développement de la télémédecine, or, ils sont largement convaincus (60% vs 40%) qu'une telle rémunération de la télémédecine permettrait un développement important de celle-ci à l'avenir.

V – Sur la tarification des soins aussi, les Français et les acteurs de la santé sont prêts à une révolution

Pourtant, les Français voient de nombreux points faibles ou risques dans cette rémunération de la télémédecine :

Ils pensent que celle-ci risque « de faire exploser les frais de santé car les patients multiplieront les consultations inutiles » (64%), que cela « générera des abus voire des tricheries chez les médecins eux-mêmes » (60%)... bref, ils craignent voire anticipent que cela « coûtera cher à la société » (63%)... Mais ce risque d'explosion des coûts ne suffit pas à les dissuader de soutenir cette solution car, en même temps, les Français voient aussi de très importants avantages à une telle rémunération de la télémédecine : nos concitoyens sont en effet encore plus nombreux à anticiper que cette rémunération « apporterait un appréciable complément de revenus aux médecins » (69%), que celle-ci serait « un moyen efficace et moins coûteux de lutter contre les déserts médicaux plutôt que d'y installer de nouveaux hôpitaux et/ou de nouveaux médecins » (69%) et que ce système aura aussi un impact positif sur le coût en « permettant d'économiser à la société le remboursement de consultations de simples reconductions d'ordonnances » (69%).

Gaël Sliman, Président d'Odoxa